

ASSISES NATIONALES DU SENEGAL

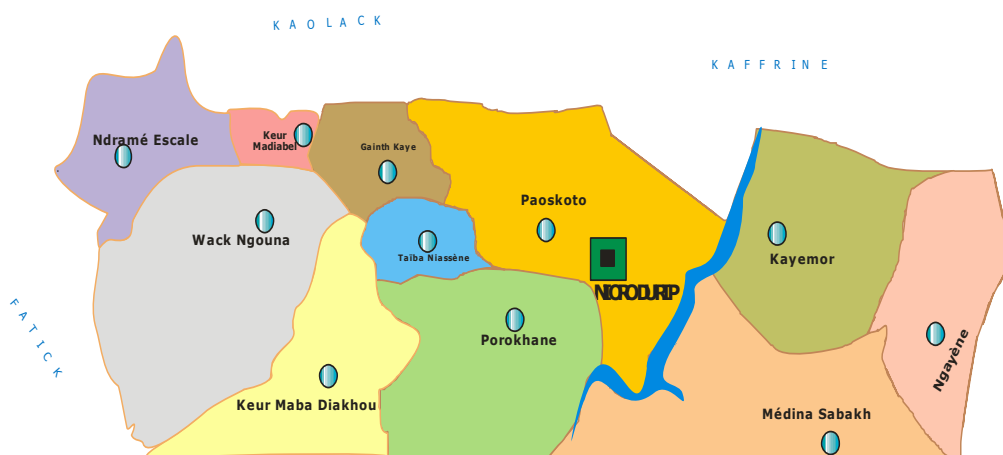
RAPPORT GENERAL DES CONSULTATIONS CITOYENNES DU DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP

DRAFT

Nioro du Rip
18 & 19 Octobre 2008



CARTE DU SENEGAL (<http://www.leboucheaoreille.net/carnets/Senegal.htm>)



CARTE DU DEPARTEMENT DE NIORO

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
1. METHODOLOGIE.....	6
2. PRESENTATION GENERALE DU DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP	9
3. EXAMEN DES GRANDES THEMATIQUES	10
3.1. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	10
3.2. AGRICULTURE / ELEVAGE/ PECHE	14
3.3. GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE.....	21
3.4. UNE EDUCATION QUI SE CHERCHE.....	24
3.5. UNE SANTE DE PLUS EN PLUS PRECAIRE	29
3.6. LA GOUVERNANCE SOCIALE	35
3.7. CULTURE, RELIGION ET SOCIETE	41
3.8. GOUVERNANCE POLITIQUE.....	49
4. SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS.....	63
CONCLUSION	65

INTRODUCTION

Après près de cinq décennies d'indépendance, en dépit d'efforts assez significatifs réalisés pour améliorer les conditions de vie des populations, la situation socio-économique des sénégalais s'est considérablement dégradée. Les mutations liées à la mondialisation et à la globalisation qui se déroulent sur fond de crise sociale quasi-généralisée sont passées par là ; il s'y ajoute des politiques de développement agricole jugées insuffisamment adaptées générant des systèmes de production peu compétitifs avec comme corollaire une baisse sensible du pouvoir d'achat d'une population majoritairement agricole.

Qu'en est-il des processus démocratiques en œuvre ? Ils continuent à se heurter à des pratiques de centralisation qui ne facilitent pas toujours l'expression et la participation citoyenne des acteurs dans leur diversité.

En tout état de cause, c'est devenu un pléonasme de dire que le Sénégal va mal et que les sénégalais sont fatigués. La faim et la pauvreté prennent des proportions insoupçonnées aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Elles n'épargnent aucunement le Bassin arachidier particulièrement le département de Nioro du Rip naguère autosuffisant en termes de production alimentaire ou de rente. Son écosystème s'est substantiellement dégradé entraînant à la fois un dérèglement significatif des modes de production et de commercialisation et une altération profonde de relations sociales et culturelles autrefois exemplaires. Son patrimoine historique est banalisé ; ses enfants d'ordinaire sédentaires ont commencé à perdre la vie dans le désert ou dans l'Océan Atlantique. Le tableau est simplement sombre.

Voilà pourquoi, dans le cadre des Assises Nationales, les populations du Rip résolument déterminées et suffisamment représentatives, issues des entrailles des partis politiques, des syndicats, du mouvement paysan, des organisations socioprofessionnelles et de la « société civile » ont répondu en masse aux journées de consultations citoyennes tenues à Nioro les 18 et 19 octobre 2008.

Le paysan de Ndramé et l'éleveur de Ngayène séparés par des sentiers d'une incroyable dégradation se réjouissent de cette formidable opportunité qui leur est offerte de pouvoir enfin s'asseoir autour d'une même table, de se parler, de s'écouter et de devoir entreprendre ensemble.

Jamais dans l'histoire politico administrative du Sénégal une telle idée n'a reçu l'approbation de populations qui ont exprimé haut et fort l'urgence de réaffirmer leur solidarité et de s'engager dans la formulation de diagnostic et de propositions de sorties de crises.

C'est à ce travail que deux mois durant, les populations toute obédience confondue notamment paysans, éleveurs, commerçants, enseignants, universitaires, administrateurs civils, hommes politiques, mécaniciens, apprentis pêcheurs du Bao bolong se sont consacrées.

Les Imams et les notables héritiers des traditions les plus solides du Badibou, du Walo, du Sabakh ont béni les Assises et souhaité qu'il en sorte des résultats à la mesure des espoirs des populations dans leur diversité

1. METHODOLOGIE

Les Assises Nationales appellent à un dialogue large et direct avec et entre les acteurs dans leur diversité. Elles souhaitent que les points de vue des uns et des autres soient largement exprimés, que l'opportunité soit donnée à chacun et à chacune de rendre compte de ses satisfactions, de ses difficultés, de ses angoisses et de ses propositions en termes de sortie de crises. Sous ce rapport, les assises se veulent populaires et largement inclusives. Ces considérations ont largement déteint sur la présente méthodologie :

Phase 1 : Mise en place du bureau du comité de pilotage des assises :

Les parties prenantes des assises nationales au plan local ont fait le tour des communautés rurales du département et de la commune ; elles ont largement informé sur le sens et la signification des Assises Nationales, sur l'impérieuse nécessité que tous les segments de la population à quelque niveau qu'ils se situent de prendre une part active aux Consultations citoyennes.

Le nombreux public présent à la salle des fêtes de Nioro témoigne éloquentement de la détermination des acteurs à s'impliquer effectivement dans toutes les rencontres où l'on se concerte sur le destin du département de Nioro du Rip.



Il en a résulté la mise en place d'un bureau exécutif départemental largement consensuel composé de 07 membres dont le président et ses trois vice-présidents, le rapporteur général, ainsi que le président de la commission scientifique et celui de la commission chargée de l'organisation et des finances. Ce bureau a été élargi à d'autres ressources humaines en raison d'une part de leurs responsabilités dans le développement du terroir, d'autre part de leurs connaissances de l'histoire et des modes de valorisation économique sociaux de la zone

Phase 2 : Préparation méthodologique des consultations citoyennes :

Le bureau exécutif s'est d'abord approprié les termes de référence des assises et le guide méthodologique conçu par la commission scientifique.

Il a initié ensuite une rencontre de réflexion et de partage avec une grande majorité des acteurs ayant pris part à l'installation du bureau ; il faut s'accorder sur les grandes préoccupations du département en matière de développement. L'on s'est volontairement tu sur les thématiques telles qu'identifiées par le niveau national ; la parole a été alors donnée aux participants qui se sont prononcés de manière authentique sur les grands chantiers sur lesquels les consultations citoyennes devront incessamment se pencher. Huit chantiers ont été identifiés notamment :

- le secteur primaire avec : l'agriculture, la pêche, l'élevage et les filières émergentes ;
- l'éducation et la formation ;
- la santé
- l'environnement et le développement durable ;
- les gouvernances : politique, sociale, économique ;
- la « société, culture et religion ».

Des termes de références ont été élaborés par chaque commission avec deux recommandations principales :

- un comité restreint élargi à d'autres personnes ressources se rendra dans la commune de Keur Madiabel, dans les arrondissements de Médina Sabakh, de Paoskoto, de Wack Ngouna pour réaffirmer le sens des assises et se concerter sur la signification locale des thématiques retenues ;
- chaque commission entreprendra d'ores et déjà une revue documentaire exhaustive et s'attachera à réaliser un document introductif aux ateliers des consultations citoyennes. Il faut préciser à ce niveau que les visites auprès des services techniques n'ont pas été fructueuses

Les instruments d'animation (principalement le SEPO) ont été examinés sous l'angle de leur signification et de leur pertinence. Un plan d'organisation des consultations citoyennes a été de manière consensuelle retenu et les responsabilités situées.

Phase 3 : Les consultations citoyennes proprement dites:

Elles se sont déroulées les 18 et 19 octobre selon l'agenda suivant :

Période	Activités	Modalités	Observations
Matinée du 18	Présentation : – Environnement ; – Questions agricoles	Plénière	La projection des ravissements de Nioro a donné davantage de crédibilité aux assises
Après midi	Composition des groupes Etudes des thématiques	Travaux en ateliers	Exceptionnellement productifs
Matinée du 19	Etudes des thématiques (suite)	Travaux en ateliers	Les participants ont apprécié le temps qui leur a été accordé
Après midi	Restitution des résultats	Plénière	

On n'a pas enregistré moins de 40 personnes par groupe de travail. Chaque groupe a été riche d'une pluralité d'acteurs ; ce qui a contribué à relativiser les certitudes et à approfondir le questionnement.

L'évènement a été rehaussé par la présence du Secrétaire Général de l'AFP, un fils du département.

Phase 4 : les restitutions

Elles ont eu lieu à Paoskoto, Médina Sabakh et Wack Ngouna, les trois arrondissements du département de NIORO.

Des moments très productifs ; les participants ont fait intervenir leurs expériences, ce qui a permis de confirmer, d'infirmer de compléter ou de modifier des éléments de diagnostic ou de propositions de sortie de crise. Les restitutions se sont révélées très opportunes au sens où elles ont permis en vraie grandeur de mesurer la profondeur des problèmes et les capacités réactives des populations.

Phase 5 : Rédaction du rapport

L'équipe de rédaction s'est inscrite dans un format qui préserve des pertes de charges. Il faut arriver à rendre compte du caractère populaire des consultations citoyennes tout en capturant les données quantitatives et qualitatives qui caractérisent chaque thématique. On n'a pas été avare en suggestions, témoignages et points de vue émis par les participants.

En définitive, le présent rapport s'articule autour de trois points majeurs :

- la présentation générale du département de Nioro du Rip
- les grandes thématiques telles que vécues par les participants avec successivement les secteurs environnementaux, économiques, sociaux et politiques
- une conclusion statuant sur les recommandations générales

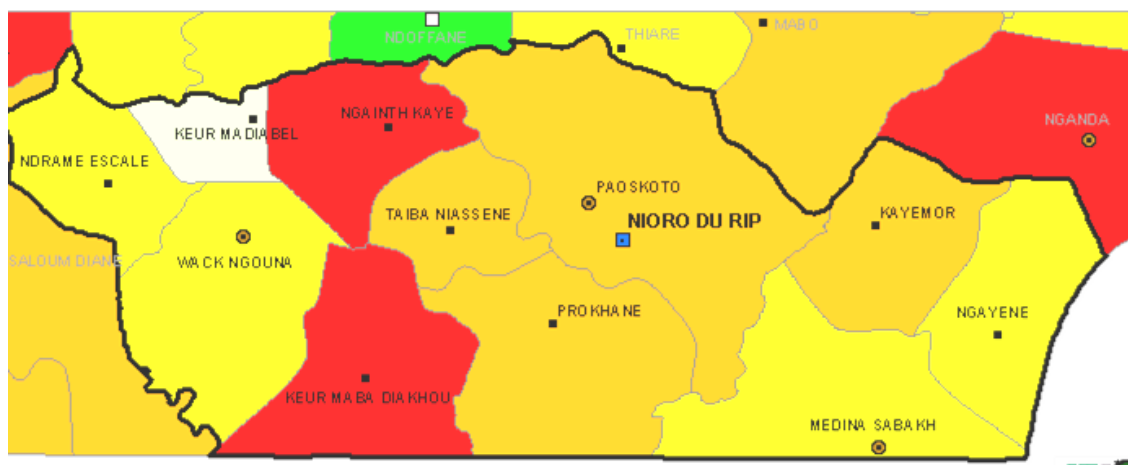
Pour les participants aux consultations citoyennes ce document devra constituer un référentiel pour tous les fils du département

2. PRESENTATION GENERALE DU DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP

Nous sommes dans le département de Nioro du Rip, une vieille terre de résistance partageant près de soixante dix kilomètres de frontière avec la République sœur de Gambie. Anciennement ce territoire s'étendait pratiquement jusqu'aux rives du Saloum. C'est aujourd'hui un territoire 2296 km² limité à l'Est par le département de Kaffrine, à l'ouest par le département de Foundiougne, au sud par la Gambie et au nord par le département de Kaolack.

Il est composé de deux communes (Nioro du Rip, Keur Madiabel) de 3 arrondissements notamment :

- Paoskoto avec les communautés rurales de Paoskoto (chef lieu de l'arrondissement), Porokhane, Taïba Niassène et Gainthe kaye ;
- Médina Sabakh composé des communautés rurales de Médina Sabakh, Kaymor et Ngayène Sabakh ;
- Wack Ngouna avec les communautés rurales de Wack Ngouna (chef lieu de l'arrondissement), Keur Madiabel, Ndrané Escalé et Keur Maba Diakhou.



Carte administrative du département de Nioro du Rip

Ce département de 262.571 habitants a accueilli bien des familles prestigieuses entre autres celles de Mame Mor Anta Sally Mbacké, de Serigne Abdoulaye Niasse, de Lat Dior Ngoné Latyr Diop etc. ; du Djolof, Baol, du Cayor et du Fouta. Peut-être faut-il trouver là toutes les raisons qui fondent son cosmopolitisme ; on note des wolofs, des Hal poular, des Sérères, des Malinkés, des Bambara, des Diolas et des Manjacques (exclusivement catholiques et protestants). qui cohabitent avec beaucoup de bonheur. Ils vivent en bonne intelligence leur religion.

Mais cette région est la plus pluvieuse au Sud du Bassin arachidier ; le total pluviométrique annuel est de 706mm, des précipitations relativement abondantes. Beaucoup de populations du Nord commencent à migrer vers cette zone de polyculture. Le taux d'accroissement est de 2,3% (RGP. 2002) et la densité est comprise entre 88 à 229 hbts km².

La solidarité y est très forte. C'est pourquoi dès qu'il s'est agi de se pencher sur la situation difficile que vivent les sénégalais, la mobilisation a été totale.

3. EXAMEN DES GRANDES THEMATIQUES

3.1. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1-1. Etat des lieux

La position géographique du département de Nioro du Rip revêt une importance capitale pour tous les acteurs qui s'intéressent à la problématique de la question environnementale au Sénégal. Parce qu'à équidistance de la Casamance et des régions dégradées du Bassin arachidier, Nioro est assis sur des écosystèmes diversifiés largement représentatifs de la situation de l'environnement à l'échelle du territoire. Ce sont des sols deck et dior en constante dégradation ; ce sont des bas-fonds et des vallées relativement importants ; c'est un réseau hydrographique diversifié ; ce sont des formations forestières à protéger.

Mais de manière générale, les communautés rurales sont concernées par une forte détérioration du cadre de vie dont les manifestations les plus concrètes se résument à une altération de la qualité et de la quantité des sols et une certaine agression du couvert végétal, une perturbation du réseau hydrographique

1-1.1 Les sols

De manière générale, il n'est aucun village du département qui ne soit épargné par l'érosion éolienne ; celle-ci s'attaque à la couche arable et compromet substantiellement les capacités productives. Mais les paysans présents aux assises ne s'y trompent pas ; ils redoutent principalement l'érosion hydrique qui est jugée comme la première cause de dégradation. Le ruissellement est d'une telle ampleur, d'une telle vitesse que toutes ces ressources constituées des eaux de pluie se perdent détruisant tout sur leur passage.

C'est cette érosion hydrique conjuguée à de puissantes eaux de ruissellement qui est au départ de ***l'EXTRAORDINAIRE PROCESSUS DE RAVINEMENT*** que connaissent les communautés rurales de Kayemor, de Médina Sabakh, de Ngayène, de Paoskoto, de Porokhane, de Keur Maba Diakhou, de Wack Ngouna, de Ndrané Escale, de la commune de Nioro du Rip. Celle-ci dont le budget se chiffre à 50 Millions prévoit un budget d'un milliard pour mettre fin aux ravinements. Avouez que le ravinement a encore de bons jours devant lui. Des villages entiers sont déstructurés, menacés. Nioro est cassé en quatre. C'est tout un département qui risque d'être rayé de la carte.

Nous sommes au cœur de Nioro



Un habitant du village de Sine Ngayéne dans la Communauté rurale de Médina Sabakh.

« Nous sommes nés dans ce département, nos aïeux y ont vécu des décennies, aujourd'hui nous ne sommes pas sûr de pouvoir léguer quoique ce soit à notre descendance, du fait du rétrécissement de nos espaces de production et de la destruction de nos habitations d'année en année par le ravinement. Pire nous enregistrons chaque année un à deux morts dans notre village de Sine Ngayéne eu égard aux deux ravins qui ont finis par séparer notre village en quatre quartiers. En hivernage dès que l'on voit des nuages nous désertons nos champs pour regagner le village, sinon bonjour les dégâts. Cette situation préoccupante a d'ailleurs poussé certains de nos parents à se déplacer vers la Casamance. Cette situation prévaut dans la totalité des villages situés en amont des vallées qui jouxtent le grand et le petit Baobolong. Il faut à notre avis des mesures draconiennes pour nous sauver de la détresse économique et sociale dans laquelle nous vivons. Malheureusement nous désespérons, car les autorités restent sourdes à nos appels. Ce ne sont pas avec les vivres de soudure et les secours d'urgence que l'on parviendra à nous sauver de cette situation qui nécessite des plans d'aménagement conséquents. Nous fondons néanmoins notre espoir sur les actions entreprises avec les partenaires au développement pour ralentir la progression des ravinements dans les champs et dans nos maisons. En tout état de cause nous sommes en sursis. »

Quant aux sols dior, ils sont repérés dans la quasi totalité du département de Nioro. Les paysans interrogés attribuent ce processus de « diorification » à des politiques agricoles inattentives à la protection de l'environnement, sourdes aux appels des producteurs authentiques. Après une période coloniale qui a longtemps privilégié la monoculture arachidière, les réactions post indépendance ont été jugées timides, parfois franchement destructrices. La SATEC et la SODEVA ont encouragé le dessouchage et du coup accéléré

le processus de dégradation ; la consigne était claire : chaque producteur qui présente une souche d'arbre se voit récompensé d'une boîte de corn-beef. « C'est simplement horrible », reprend un ancien vulgarisateur qui n'avait pas compris le sens des actes qu'on lui demandait quotidiennement de poser. **Si rien n'est entrepris avec la plus grande urgence, ces sols continueront à se lessiver, à se fragiliser, à se crevasser au grand dam des agriculteurs, des voyageurs, des malades, des citoyens tout court.**

1-1.2. Les eaux et le réseau hydrographique

La pluviométrie est la première ressource agricole du département. Le total pluviométrique moyen annuel y est de 705,6mm. Toutefois ces importantes quantités de pluie qui offrent un potentiel exceptionnel en matière de culture de contre saison sont insuffisamment valorisées. Le département dispose en outre d'eaux souterraines particulièrement appréciées par les sénégalais de passage ! « Notre eau doit être mise sous bouteille et distribuée dans le monde entier ».c'est la conviction d'un notable de Nioro

Quant au réseau hydrographique, il se résume :

- au Bao Bolong qui est un défluent du fleuve Gambie ; il s'étend sur 40km en territoire sénégalais notamment dans les communautés rurales Porokhane, Paoskoto et Kayemor. Des modifications climatiques dans des contextes de sécheresse ont provoqué sensiblement sa salinisation ;
- au petit Bao Bolong (communauté rurale de Médina Sabakh et au Mini miniyang (communauté rurale de Wack Ngouna) ;
- à de substantielles mares temporaires et à des bas fonds alimentés par les eaux de pluie mais asséchés deux mois après l'hivernage

Mais force est de reconnaître que ces ressources sont très mal gérées !

L'écrasante majorité des producteurs ignorent jusqu'au sens et à la signification d'un ouvrage anti sel. Il n'en existe pratiquement pas dans tout le département. Pourtant ils s'avèrent indispensables pour corriger durablement l'environnement

Témoignage du Président de la Communauté rurale de Médina Sabakh

« Ne soyez pas étonnés que nous soyons très discrets à la seule évocation du concept d'ouvrage anti sel ; cette technologie est étrangère dans notre environnement economico-culturel. Certains d'entre nous peuvent cependant témoigner de son importance dans le freinage de l'avancée du sel et dans la récupération des terres supposées perdues ; j'en ai personnellement eu une démonstration lors de mes voyages en Casamance. Mais quelle communauté rurale eu égard aux modestes budgets dont ils disposent peut s'arroger la possibilité de s'orienter vers cette technologie relativement coûteuse ? Comprenez qu'en la matière nous n'avons jamais bénéficié d'un quelconque renforcement de capacités ! N'eût été notre partenariat avec Symbiose Sénégal, jamais, mais jamais la digue de Pakane n'aurait vu le jour » s'empresse d'ajouter le Président du Conseil rural de Médina Sabakh

1-1.3. Les formations végétales

Consécutivement aux importantes quantités d'eaux enregistrées en hivernage, le couvert végétal se présente sous de bons auspices.

S'agissant des forêts classées, les populations ont eu écho dans la semaine de la privatisation de la forêt classée de Niokolo Badiar. Elles ont exprimé à haute et intelligible voix leur crainte d'un déclassement des forêts classées du département au profit d'hommes d'affaires ou de politiciens uniquement préoccupés par la recherche du gain.

Forêts classées	Communautés rurales	Années de classement	Superficie (ha)	Observations
Saboya	Wack Ngouna	1936	2 350	Savane arborée
Mamby	Porokhane	1950	1 500	Savane arbustive
Ngayène	Ngayène	1950	1 900	Savane arborée
Pané	Keur Maba Diakhou	1950	2 150	Savane arbustive

Source : IREF Kaolack, 2003

1- 2. Synthèse des recommandations**Faire confiance aux communautés de base pour la gestion durable des ressources**

Des efforts substantiels doivent être réalisés dans le sens de contribuer à une meilleure organisation des populations. Les ressources leur appartiennent. Il leur appartient de les gérer et au mieux. Des appuis à la réflexion collective menés par des services de l'Etat et des partenaires au développement recyclés doivent y contribuer. Les acteurs prendront conscience des atouts qui peuvent accélérer la prise en charge de ces ressources, des limites qui peuvent le freiner ; ils s'engageront alors résolument dans sa prise en charge

Construire des ouvrages anti-sels

Mettre en place des ouvrages de récupération des eaux de pluie

Nioro doit retrouver urgemment sa vocation de grenier du Bassin arachidier, Sous ce rapport, dans cette zone où d'immenses quantités d'eaux se perdent, l'Etat se doit de travailler à l'érection d'ouvrages de retenue. L'avancée du sel doit aussi être maîtrisée

Mise en place de programmes concertés de gestion de l'environnement

- de protection de l'environnement (lutte contre les feux de brousse, construction de foyers améliorés, reboisement adapté) ;
- de pisciculture ;
- de contre saison (maraîchage, arboriculture etc).

C'est à ce prix et à ce prix seulement que les velléités d'émigration seront neutralisées. Les jeunes sont demandeurs de terres, d'eau et de matériel qui les aident à valoriser leur terroir. Il est de la responsabilité de l'Etat de s'y investir

Programme exceptionnel de lutte contre le ravinement

Particulièrement dans les communautés rurales de Médina Sabakh, Ngayène, Paoskoto et dans la commune de Nioro du Rip, la circulation n'est plus possible. Les villages doivent être sauvés, les superficies cultivables récupérées

Les Consultations citoyennes ont été d'une exceptionnelle productivité : une résolution sur le ravinement a été lue approuvée ; un livre blanc sur la question du ravinement sera incessamment élaboré et publié

3.2. AGRICULTURE / ELEVAGE/ PECHE

La commission a planché sur ces trois activités étroitement liées ; cependant pour des raisons didactiques liées principalement à l'intérêt que les acteurs ruraux leur portent, nous avons choisi de les présenter séparément. Ainsi le lecteur aura plus de visibilité sur la situation de chaque secteur et les mesures correctives envisagées

2-1. L'Agriculture

2-1.1. Considérations générales

Cette commission a battu tous les records d'affluence ; près de 60 personnes, la plupart des agriculteurs et des agricultrices, se sont concentrées dans la salle de conférence. Ils ont enfin l'occasion de se concerter en toute liberté sur des angoisses longtemps comprimées, sur des attentes peut-être irréalisables.

D'entrée de jeu, sans attendre le signal du Président, Moustapha Ndiaye annonce la couleur : *« Ma présence dans ces Assises trouve sa justification dans ma soif de comprendre véritablement ce qui nous arrive présentement ; est-ce nous sommes plus en profondeur dans le trou du sous développement ? Qu'est-ce qui fait que lorsque nous accédions à l'indépendance, les récoltes étaient plus abondantes, le bétail mieux portant, la vie plus belle, les villages plus joyeux, les personnes débordantes d'énergie ? Pourtant notre système de production agro pastoral était plus archaïque, le matériel de production plus rudimentaire, les instruments de communication simplement inexistants. N'incriminez surtout pas le destin, ne répondez surtout pas par la fatalité ! Allah nous appelle à apprendre, à nous mettre au travail et au travail bien fait »*.

Sacrée introduction ! La commission était présidée par Gorgui Diouf Mbaye Masang, un paysan bon teint très au fait de l'évolution de l'agriculture dans le département ! Très pragmatique il a invité les participants à s'accorder sur les causes profondes des contre performances constatées.

2-1.2. Difficultés rencontrées

La concertation a différencié les difficultés générales, que l'on peut rencontrer ailleurs, et les difficultés spécifiques au département.

2.1.3. Contraintes générales

Constat	Facteurs explicatifs
Pauvreté progressive des sols	<ul style="list-style-type: none"> – Politiques agricoles inadaptées et visant le seul court terme (Dessouchage, introduction du coton, tendance très précoce à la mécanisation. Abus dans l'utilisation de l'engrais et des produits phyto sanitaires) ; – Pratiques culturales d'un autre âge (brûlis pour désherbage et non amendement du sol) ; – Moyens de lutte contre l'érosion hydrique et éolienne très peu efficaces ; – Absence de politique de lutte contre l'avancée du sel.
Semences adaptées de moins en moins disponibles	<ul style="list-style-type: none"> – Modifications climatiques (sécheresse) ; – Capacités d'anticipation des pouvoirs publics et des agriculteurs très limitées ; – Qualités des semences très approximatives ; – Recherche agro pastorale non pro active.
Faible croissance de la production agricole lente / Dispersion des paysans	<ul style="list-style-type: none"> – Politiques de renforcement de capacités insuffisamment adaptées ; – Matériel agricole vétuste ; – Mise en place tardive des intrants.
Découragement	<ul style="list-style-type: none"> – Programmes ponctuels de l'Etat en déphasage avec les besoins réels des producteurs ; – Volonté politique de l'Etat non explicite et non affirmée vis-à-vis de la filière arachidière ; – Des paysans sont laissés à eux-mêmes pour commercialiser leurs arachides ; – Circuits de commercialisation très mal organisés ; – Prix au producteur démotivant (165 F) ; – Absence d'une véritable politique de diversification agricole.

2-1.4. Difficultés spécifiques au département de Nioro

Au-delà de ces difficultés qui concernent tout le pays, les participants ont mis l'emphasis sur d'autres préoccupations spécifiques sur d'autres frustrations qui se résument à :

a°) Des « opérations » ponctuelles, (manioc, bissap, maïs etc) inopérantes, verticales, parachutées parce que réfléchies en dehors des « bénéficiaires »

Les expériences jusqu'à présent déroulées n'ont pas encore donné de résultats satisfaisants. Se posent alors pour les participants les questions suivantes :

- A-t-on suffisamment procédé à l'évaluation des « opérations » déjà mises en œuvre pour en tirer tous les enseignements ?
- D'où viennent les semences de manioc, de maïs et autres ?
- Sont-elles adaptées aux nouveaux milieux auxquels elles s'adressent ?
- Si par extraordinaire l'opération s'avère concluante, qui va acheter les productions? A quel prix ?

Les participants aux Concertations citoyennes regrettent que relativement aux opérations et programmes qui s'installent des négociations stratégiques préalables n'aient pas eu lieu avec les paysans eux-mêmes si tant est qu'ils sont en définitive les principaux bénéficiaires. Les participants aux assises de Nioro disent haut et fort que leur conception du

développement se démarque de toute approche verticale et solitaire; ils s'inscrivent plutôt dans des démarches concertées, transparentes et responsabilisantes.

b°) Une certaine conception du développement tendant à accréditer la thèse qu'il suffit que les moyens soient disponibles pour que le développement se produise

Sur bien des questions, l'Etat fait preuve de beaucoup de volontarisme ! Des milliards sont annoncés pour financer des programmes ou opérations de développement comme le REVA, les bassins de rétention. Parfois c'est du matériel qui est distribué comme les tracteurs. Tous ces actes participent certainement du développement de l'agriculture.

Mais on a oublié le plus essentiel qui est l'approche méthodologique. Les paysans ont besoin d'être largement informés sur les innovations en cours, sur leurs capacités à les prendre durablement en charge, sur les obstacles de tous ordres auxquels ils feront face. C'est alors en ce moment et en ce moment seulement qu'ils accepteront en toute responsabilité de s'impliquer dans l'action et au besoin d'en assurer le portage. C'est la voie pour construire une citoyenneté forte.

c°) Une interprétation réductrice de la notion d'innovation

Ce tableau est révélateur du traitement réservé aux bassins de rétention

Localisation	Communauté Rurale	Observations
Djiguimar	Médina Sabakh	Terminé mais ne fonctionne pas. Les paysans ne comprennent toujours pas qu'on leur ait « déposé » cet instrument sans qu'on leur ait signifié les moyens d'accompagnement principalement ou qu'on leur ait donné les formations nécessaires. L'innovation appelle des réflexions pointues sur : – les semences à rechercher (beaucoup d'eau) ; – les techniques à promouvoir ; – la gestion de l'eau et les techniques d'arrosage ; – les moyens techniques utiles ; – le type de formation à développer.
Gapakh	Paoskoto	Inachevé et arrêté
Vélingara	Paoskoto	Inachevé et arrêté
Barkewel	Paoskoto	Inachevé et arrêté
Médina Thiakho	Paoskoto	Inachevé et arrêté
Kayemor	Kayemor	Protège le village contre les inondations ! Est-ce pour cela qu'il a été construit ?
Ndiawara	Gainthe Kayes	Inachevé et arrêté

d°) Le désintérêt manifeste de l'Etat vis-à-vis de l'arachide

L'Etat n'a toujours pas affirmé de façon claire et sans équivoque sa position vis-à-vis d'une arachide qui occupe une place stratégique dans la vie du sénégalais.

Les paysans de Nioro n'en voudront pas à l'Etat si d'aventure il se désengageait totalement mais alors totalement de l'activité arachidière. Ils se procureraient alors leurs propres semences (d'autant que les semences qui leur sont livrées sont des « tout-venant ») et s'attacheraient à écouler leurs productions partout même dans les pays étrangers.

Jusqu'à mi-novembre la date officielle de la commercialisation de l'arachide n'est pas encore fixée ; on est à mois de deux semaines jours de la tabaski ; c'est simplement regrettable. Pourtant à la date du 16 Novembre sur les antennes d'une radio privée, le ministre de l'agriculture soutenait qu'aucun paysan n'avait commencé à brader ses arachides ! Ironie du sort : ce même jour le bureau des assises restituait ses résultats à Médina Sabakh. Ces photos se passent de commentaires.

Photos prises à Médina Sabakh, le 16 novembre 2002



Interrogés sur la situation des autres spéculations, les participants soutiennent que le mil et le maïs connaissent les mêmes difficultés. Mbaye Seck de Wack Ngouna apporte le témoignage suivant :

« Pour un hectare de maïs, nous sommes obligés de faire face aux dépenses suivantes :

- 54 000 F pour les semences et les intrants ;*
- 10 000 F pour la préparation du champ ;*
- 20 000 F pour le labour ;*
- 10 000 X 3 pour le sarclage et le binage ;*
- 25 000 F pour la récolte ;*
- 5 000 F pour la mise en sac*

Le prix au producteur étant de 110 F le kilogramme, la situation devient infiniment préoccupante »

Alors, malgré ces vicissitudes, à la question de savoir pourquoi ne pas abandonner la culture de l'arachide, la réponse tombe nette: *« Il n'en est pas question ; nous avons des rapports organiques avec l'arachide : elle nous fait vivre et fait vivre les animaux qui nous nourrissent et nous transportent. L'arachide, c'est une grande partie de nous-mêmes et on ne se suicide pas »*

e°) Des « politiques agricoles » peu visibles non concertées et très peu respectueuses des ressources et potentialités du département de Nioro

Les participants aux assises regrettent qu'une attention spéciale ne soit pas accordée à cette partie du Bassin arachidier qui peut à lui seul constituer le grenier d'une frange importante de la population sénégalaise :

- l'Etat reste encore imprécis sur ses options en matière de politique agricole : quel Sénégal entend-t-il bâtir ? Un Sénégal des exploitations familiales ou un Sénégal des agro-business. Cette vision est importante en ce qu'elle détermine la stratégie en matière de développement agricole ;
- la pluviométrie y est partout satisfaisante et les eaux de pluie disparaissent comme par enchantement ;
- les bas-fonds, les cuvettes et les vallées ne se comptent plus. La vallée de Koutango qui polarise une dizaine de villages s'étend sur une quinzaine d'hectare ;
- les défluentés constitués par le petit bao bolong et le Mini miniyang représentent un potentiel exceptionnel pour des cultures de contre saison ;
- le Grand Bao bolong une fois dragué et aménagé constitue naturellement le siège d'une intense activité piscicole

f°) Le caractère insulaire de la station ISRA de Nioro du Rip

La station est très insuffisamment ouverte sur le monde des agriculteurs. Ses missions, ses rôles et responsabilités dans le développement local ne sont pas connus. La station dispose cependant de compétences avérées qui donnent le meilleur d'eux-mêmes pour accompagner les programmes qui sollicitent leur expertise

2-1.5. Synthèse des recommandations

Avertissement des participants

« LA FAMINE NOUS GUETTE »

L'Etat et le CNIA n'ont toujours pas fixé le prix du kilogramme de l'arachide. Si rien n'est fait, la faim interviendra dans 3 mois. Certes les productions de mil sont satisfaisantes du fait d'une saison des pluies exceptionnellement pluvieuses ; mais il faut se rendre compte que nous n'avons que ce mil et il ne peut pas supporter toute la consommation de nos familles dont la taille tourne autour d'une quinzaine de personnes ; chaque jour, nous prenons du grenier un minimum de 10 kg de mil. Faites le calcul et vous vous rendrez à l'évidence qu'au bout de trois mois, nos greniers seront complètement vides.

Au regard de toutes les difficultés abordées, les participants aux consultations édictent les recommandations suivantes :

- Faire confiance en la capacité des communautés de base d'une part à contribuer à l'émergence de politiques et de programmes agricoles, d'autre part à les exécuter et les évaluer.
- Tenir un forum : repenser la politique agricole : quelle politique agricole voulons-nous pour le Sénégal ? Faut-il privilégier les exploitations familiales ou l'agro business ? Quelle politique de diversification ?
- S'engager dans une politique de maîtrise de l'eau par une récupération des eaux de pluie, un aménagement de digues anti-sels dans des endroits stratégiques du Bao Bolong.
- Valoriser les vallées existantes particulièrement celle de Koutango pour aussi résoudre durablement l'approvisionnement en eau du bétail (Les mares s'assèchent vite).
- Encourager des programmes de développement agricole concertés à l'échelle de chaque Communauté rurale.
- Développer un programme concerté de crédit et d'épargne

2-2. L'Elevage

2-2.1. Contraintes liées à l'élevage

- L'exiguïté de l'espace pastoral eu égard à la vocation résolument agricole du département ;
- Des conflits récurrents pris difficilement en charge par des conseils ruraux aux ressources limitées ;
- La persistance de plusieurs pathologies notamment la trypanosomiase, la parasitose générale, la peste équine et encore récemment la dermatose modulaire ;
- Des déficits en eaux provoqués par les assèchements précoces des mares et des marigots, par la salinisation du Bao Bolong ;
- Des réactions encore timides relativement à la constitution de réserves fourragères ;
- Des transhumants dont les comportements défient toutes les règles de gestion établies par les collectivités locales ;
- Des aliments de bétail quasi inaccessibles ;
- Des vols de bétail qui ont fini de hanter le sommeil des populations. En dépit de gros efforts réalisés en matière d'organisation (on note des Galle aynabé à l'échelle des arrondissements), d'autres actions devront être consenties pour davantage sécuriser le bétail ;
- Peu d'investissements pour promouvoir l'aviculture, pour développer un élevage intensif

2-2.2. Recommandations

- Forum : quelle politique pastorale pour le pays ;
- Réaménagement des mares, des marigots pour stocker durablement l'eau et résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau du bétail ;
- Concertations communautaires et départementale sur les parcours du bétail sur la question des transhumants ;
- Lancer des programmes familiaux de promotion de l'aviculture.

2-3. La Pêche

2-3.1 Remarques générales

Ce secteur est plongé dans un profond immobilisme! Il se pratique de la même manière que la période d'avant les Indépendances ; on continue à pêcher les mêmes espèces avec les mêmes instruments !

Interrogés, les « pêcheurs » rétorquent qu'ils reproduisent exactement les pratiques héritées de leurs parents, qu'ils n'ont pas d'autres alternatives.

« Au fond qu'est-ce que nous pouvons faire, nous qui sommes totalement des continentaux ? Les risques sont grands si nous nous hasardons à avancer loin dans l'eau ! Les services des pêches ne sont-ils pas en droit de comprendre les transformations du Bao Bolong et de nous venir en appui ? » Objecte avec beaucoup d'amertume un conseiller rural de Kabakoto

L'Etat n'a pas suffisamment fait jouer ses fonctions d'observation, de veille et d'éclairage des communautés sur les tendances lourdes et les orientations vers lesquelles il convient de tendre ; le Bao Bolong est resté un instrument de contemplation, peut-être de complication. Il urge présentement de l'étudier sérieusement et d'en tirer le meilleur profit pour des populations qui ne demandent qu'à se sédentariser

2-3.2 Recommandations

- Procéder à des études concertées du Bao bolong ;
- Réaliser un forum sur les bao bolong ;
- Elaborer un programme de pisciculture dans les villages des communautés rurales traversées par le Bao bolong.

3.3. GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

3-1 Remarque générale :

Cette commission a la particularité d'être constituée en majorité de femmes. La raison avancée c'est qu'elles sont beaucoup plus présentes et plus dynamiques dans le petit commerce de détails dans les marchés. En outre elles vivent au quotidien les affres de la flambée des prix des denrées de première nécessité.

3-2 Le commerce ! Un secteur en perdition dans le département de Nioro.

Cette présence remarquée aux travaux de cette commission, informe sur la faiblesse du système économique et des transactions financières dans tout le département de Nioro. Aucune structure de banque classique n'y est installée. Il n'y a que le trésor public, assurant le paiement de certains fonctionnaires et les pensions, ainsi que la Poste. Le reste des institutions financières est constitué de mutuelles d'épargne et de crédit, notamment :

- le Crédit Mutuel du Sénégal ;
- La MEC Ndimbalante de Keur Madiabel ;
- Le GEC Saxum Jiggen Ni de Nioro ;
- la Mutuelle des artisans ;
- la MEC Penc m de Kayemor ;
- la Mutuelle Téranga de Dinguiraye ;
- la MEC de Taïba Niassène ;
- la Mutuelle de la CONFESSEN à Keur Ayib ;
- la Mutuelle des enseignants.

Ce foisonnement de Mutuelles s'explique par les stratégies déployées par les populations pour faire face aux problèmes d'accès aux crédits dont elles ont longtemps souffert.

A cela réagit une femme membre du GEC Saxum Jiggen Ni : « n'eussent été ces institutions locales, nous n'aurions jamais eu de compte d'épargne, encore moins accédé aux crédits. A Nioro, l'argent ne circule pas ! Les principales activités économiques restent dominées par la vente des produits agricoles qui ne durent qu'un moment et la vente au détail dans les étals des marchés et dans les boutiques. J'en veux pour preuve la non existence de grossistes dans tout le département ; tout nous vient de Kaolack et/ou de Dakar. Cela montre éloquemment la baisse du niveau de vie des populations, car à Nioro on se croirait en pleine campagne, même pour trouver certains articles de base par exemple le poisson dit noble, l'on est obligé d'aller s'approvisionner à Kaolack. Les repas sont dévalués, plusieurs familles prennent seulement 1, exceptionnellement 2 repas à la place des trois traditionnellement connus. Le secteur économique est certainement le plus moribond de tout le Sénégal. Cela ne favorise nullement le développement d'une « bourgeoisie locale ».

Les assises ont permis à ce titre aux acteurs de réfléchir et d'analyser les facteurs profonds de la régression de ce secteur jadis florissant. Ils se remettent au souvenir de grand commerçant comme Camille Latouf ou Hobéika, des établissements comme Vézia, ou Maurel et Prom.

Parmi ces facteurs il faut particulièrement retenir :

- **Le foisonnement des marchés hebdomadaires**, qui ont fini d'achever les marchés traditionnels et de tuer le commerce dans les villages. Le gros des transactions commerciales s'effectue dans les loumas. Du lundi au dimanche, 7 jours sur 7, les populations telles des nomades se déplacent de village en village bradant récoltes et matériels agricoles. Ce tableau édifie sur l'ampleur des marchés hebdomadaires :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Ndoffane ; Ndramé Escale	Nioro ; Kayemor ; Keur Socé	Keur Madiabel	Wack Ngouna ; Ndiba Ndiayène	Porokha ne	Dinguiraye ; Passy ; Coular	Farafegné ; Keur Ayib

Loin de constituer des potentialités, ces loumas sont perçus comme le facteur nodal de la paupérisation des populations. La plupart des commerçants qu'on y retrouve, viennent le plus souvent des centres urbains sans domicile fixe dans le département. Ces propos du président conseil rural de Médina sont sans équivoque: « *les loumas, non seulement, tuent le commerce local dans nos marchés traditionnels où seules les ménagères peuvent y trouver des condiments, mais aussi favorisent le bradage des produits agricoles et beaucoup d'activités délictueuses jadis méconnues dans le département telles que l'écoulement de la drogue, le recel de produits volés, la prostitution déguisée ou clandestine. A cela il faut ajouter la diminution du temps de travail des paysans enclins à passer une bonne partie de leur temps utile dans ces espaces. Cela est d'autant plus déplorable qu'il n'y a aucune organisation dans ces marchés ; la loi commerciale est définie par les commerçants eux-mêmes peu soucieux du pouvoir financier des acteurs* ».

- **Une fuite accentuée des capitaux vers les centres urbains et la Gambie**, du fait que la plupart des commerçants en gros dans les Loumas sont itinérants, chaque soir ils rentrent dans leurs localités d'origine avec les gains du jour. Cela étouffe fondamentalement les institutions financières décentralisées, qui ont parfois des portefeuilles de crédits négligeables. Compte tenu aussi de la cherté du coup de la vie au Sénégal, les populations préfèrent s'approvisionner en Gambie en denrées de première nécessité et en habillement, provoquant un gap énorme quant aux capacités d'autofinancement des commerçants locaux. Il n'est pas rare de voir un commerçant de Nioro aller s'implanter définitivement en Gambie. Le travail de la Douane ne peut nullement freiner ce phénomène du fait que le département partage près de 80 Km de frontière avec la Gambie, et qu'il est impossible de mettre un douanier à chaque kilomètre de la frontière.

Attention : *la non prise en compte de cette réalité par les Etats sénégalais et gambiens est une faute lourde. Ils doivent se préparer à des formes d'intégration en douceur qui ne défavorisent pas les peuples*

- **L'absence d'institutions financières fortes capables d'accompagner les commerçants.** Il n'y a que le Crédit Mutuel du Sénégal qui offre le meilleur service, préférant le plus souvent travailler avec les fonctionnaires et les commerçants avec une certaine assise financière. Les crédits de commerce pour les commerçants émergents ne dépassent guère les 500 000 FCFA. Par contre les autres IFD n'ont pas de portefeuille de crédits importants.
- **La quasi inexistence d'un service de contrôle du commerce.** Le service traditionnel de contrôle du commerce est sous équipé en personnel et en logistique l'empêchant du coup de faire son travail convenablement sur le terrain. Ce sont les consommateurs qui en paient les frais.
- **Un artisanat local archaïque.** L'artisanat dans le département de Nioro est occupé par les petits artisans (cordonniers, forgerons, petits bijoutiers). Seuls les menuisiers en bois

et métalliques tirent plus ou moins leur épingle du jeu. Comme nous le déclare un menuisier installé dans la commune de Nioro « nous ne bénéficions d'aucun encadrement, ni de soutien, les gros marchés publics sont attribués aux artisans de Kaolack, il n'y a que les collectivités, avec leurs maigres budgets, qui nous confient leurs travaux de réfections. Pire nous ne pouvons pas disposer de crédits pour faire face à nos commandes. N'eût été la mutuelle que la chambre des métiers nous a aidé à mettre sur pied, nous serions complètement dans la déche. » Les mécaniciens pensent à leur émigration prochaine : l'état exécration des routes achèvera très prochainement les dernières voitures en circulation.

- **Des femmes très actives et entreprenantes mais peu soutenues.** Elles sont les dernières à essayer de soutenir les activités dans les villages. Cette remarque d'un participant aux consultations venues de Dakar se passe de commentaire ; « au village s'il y a une clôture qui tombe, s'il y a un incendie qui se déclare, il n'y a aucune force physique véritable pour faire face ; les hommes sont dans les marchés hebdomadaires, les jeunes sont à Dakar. Nous ne comptons que sur les femmes qui s'essaient avec plus ou moins de bonheur dans la gestion du développement local. En ville, les femmes gèrent des activités marginales ; elles s'occupent des étalages, de la production et de la vente de sel, de « nététo », de pâte d'arachide, d'huile locale (« diw ségale »), de « daxaar » (fruit de tamarinier) etc.

Toutes ces difficultés font que les populations du département de Nioro sont très attentives au train de vie de l'Etat qu'elles trouvent IRRESPECTUEUX des situations difficiles qu'elles vivent quotidiennement. Elles ne s'expliquent pas la prolifération d'institution comme le Sénat dont elle perçoit très difficilement la mission et les responsabilités.

Elles s'interrogent sur le peu d'attention des autorités à des secteurs aussi stratégiques que l'agriculture, l'élevage et le commerce, des secteurs très présents dans la vie du Saloum.

3-3 Recommandations :

Recommandation 1 : concevoir une politique concertée de régulation et d'organisation des marchés hebdomadaires.

Les acteurs du secteur (commerçants itinérants, détenteurs de grandes surfaces, négociants, intermédiaires ou « Téffanqués », petits détaillants, vendeurs de bétail), les collectivités locales, les services du commerce seront fortement impliqués.

Recommandation 2 : mettre en place un programme d'appui aux institutions financières locales.

Ce programme s'adresse aux institutions jouissant d'un sérieux et d'une crédibilité auprès des populations, car étant leur propre émanation. Sous ce rapport les pouvoirs publics se doivent de mettre dans ces institutions financières des fonds de garantie afin de permettre aux commerçants locaux d'accéder à des crédits incitatifs à l'investissement.

Recommandation 3 : favoriser la création de centres commerciaux témoins pour lutter contre l'inflation, facteur essentiel dans la fuite des capitaux vers la Gambie voisine.

Recommandation 4 : l'Etat doit jouer son rôle de protection du pouvoir d'achat déjà largement éprouvé des consommateurs. Le service économique doit être réhabilité

3.4. UNE EDUCATION QUI SE CHERCHE

4-1. Considérations générales

Nioro est classé parmi les départements les moins scolarisés du Sénégal. 57 % s'exclame un agent de l'Inspection départementale.

Les populations du Rip sont simplement réfractaires à l'école, surtout dans les communautés rurales comme Ngayène et Kaymor. Cette affirmation est constamment reprise par les autorités académiques et administratives, les enseignants et un certain segment de la population dite intellectuelle ! Quelles sont les raisons d'une telle situation ? S'est-on suffisamment penché sur cette question fondamentale pour entrevoir des débuts de solutions durables ?

La mise en perspective des différents points de vue des participants rend compte d'un malaise profond vécu présentement par la totalité des parents d'élèves présente aux consultations citoyennes.

4-2. Signification du malaise

Quatre raisons principales ont été avancées :

- Nous avons longtemps et âprement lutté contre le colonisateur pour l'émergence d'un islam fédérateur qui libère nos capacités créatrices ; le colonisateur s'est montré hostile ; il a développé des formes d'apprentissage qui ont marginalisé la lecture et la maîtrise du Coran.
- Nous sommes dans une région qui a toujours garanti notre indépendance alimentaire par un investissement massif sur la culture de l'arachide, du mil et du maïs ; là aussi, le colonisateur a opposé un système éducatif en rupture totale avec le travail productif.
- Les autorités actuelles, politiques et académiques à court d'imagination n'ont rien changé de significatif sinon remplacer Jean par Moussa, Paris par Dakar. Elles ont en outre créé un climat délétère peu favorable à un travail de création et d'intelligence.
- L'école actuelle est pauvre, inutile et prédatrice ! « Plus jamais de quota sécuritaire », reprend la plénière de Nioro. A Wack Ngouna, les notables sont catégoriques : *« des dames dont nous connaissons le niveau et qui ont rompu avec l'école depuis bientôt vingt ans sont aujourd'hui recrutées et tiennent des classes. Des jeunes très anciennement peseurs dans les coopératives agricoles sont aujourd'hui chargés d'éduquer nos enfants. L'Ecole a perdu de son lustre. Il ne sert aujourd'hui à rien d'y envoyer son enfant ; les contenus se sont considérablement dépréciés ; nos enfants maîtrisards nous reviennent sans métier. C'est nous qui les prenons en charge ».*

Toujours à Wack Ngouna, un jeune universitaire reconverti agriculteur le temps d'une saison témoigne :

« D'une manière générale, ces considérations ont amené nos parents à suspecter l'école, à s'interroger sur la signification profonde des motivations du législateur, sur l'efficacité des enseignements dispensés.

Je déplore que l'Etat sénégalais n'ait jamais varié pour ni pour intégrer systématiquement l'enseignement religieux, ni pour construire un projet pédagogique ouvert effectivement à son milieu. Nous en avons assez de cette école qui produit des inadaptés, des marginaux et voilà les raisons pour lesquelles dès qu'une opportunité s'offre, nous prenons le chemin de l'émigration, nous allons grossir le secteur informel à Dakar, nous allons répondre sans conviction à d'hypothétiques projets comme le projet Emploi/jeunes/banlieue.

L'Ecole a cessé d'être attrayante; n'eussent été les actions des partenaires au développement, nous lui aurions définitivement tourné le dos ! Comment comprendre que subsistent encore des abris provisoires (15 à Paoskoto) alors que des ministères et des institutions dont on s'interroge sur le bien fondé prospèrent contre le vouloir des sénégalais ? En plus du matériel pédagogique que nous devons acheter, les plus hautes autorités du pays poussent l'outrecuidance jusqu'à nous imposer des tenues scolaires (5 000 F en moyenne par tenue à Wack Ngouna). Alors, nous disons simplement que le service public le plus important qui a mission d'installer en chaque enfant les vertus les plus cardinales de notre peuple se privatise et se privatise dangereusement. Ce signal invite au sursaut, à la mobilisation pour une école nationale, populaire et démocratique. »

En conclusion, face à l'obligation d'envoyer les enfants à l'école, les populations ont répondu de trois manières :

- L'adaptation, c'est-à-dire une observance systématique des instructions centrales. Les agglomérations comme Nioro, Médina Sabakh et Keur Madiabel sont concernées ;
- l'accommodation, c'est-à-dire se plier à l'exigence des pouvoirs publics en envoyant une partie des enfants à l'école, une autre dans les écoles coraniques ; c'est le cas de beaucoup de villages de l'arrondissement de Médian Sabakh
- la résistance c'est-à-dire le refus d'engager ses enfants dans des voies qui ne perpétuent pas les valeurs cardinales héritées des grands parents. Ndiba Ndiayène a longtemps résisté. Coulobodou s'oppose encore.

4-3. Les offres éducatives actuelles

Arrondissement	CR	Petite Enfance	Elémentaire	Moyen	Secondaire	Ens Tech et Form. Prof
Nioro Commune	Nioro Commune	4	7	1	1	1
Médina Sabakh	Kaymor	0	15	1	0	0
	Médina Sabakh	1	20	1	0	0
	Ngayène Sabakh	0	7	1	0	0
Paoskoto	Gainth Kayes	0	19	2	0	0
	Paoskoto	1	33	2	0	0
	Prokhane	0	31	1	0	0
	Taïba Niassène	1	16	1	0	0
Wack Ngouna	K Maba Diakhou	0	28	1	0	0
	Keur Madiabel	2	14	0	1	0
	Ndramé Escale	0	17	1	0	0
	Wack Ngouna	4	26	1	0	0
Département		13	233	13	2	1

4-4. La synthèse des difficultés**4-4.1 Au plan des enseignants**

- Trivialisation du corps enseignant : Des contenus et des méthodes déjà inadaptés largement sabordés par le recrutement intempestif d'une race « d'enseignants » que réprouvent tous les codes de déontologie.
- Insuffisance du personnel enseignant. A Ndramé Escale, un maître de CM2 connu par les populations se retrouve subitement professeur d'anglais
- Profond malaise des enseignants et des élèves qui ne se retrouvent plus dans les modes de fonctionnement de l'école sénégalaise
- Enseignants et élèves constamment en grève

4-4.2 Au plan du matériel et des infrastructures

- Les collèges d'enseignement moyen sont pour la plupart constitués d'abris provisoires
- Ces collèges sont très peu performants eu égard à la pauvreté de leur équipement en table bancs et en fournitures scolaires
- La distribution de ces lycées n'obéit pas à des critères pertinents ; il s'en suit des modes de fonctionnement très peu efficaces
- Aucune attention à la mémoire de Maba Diakhou BA dont le lycée porte le nom. Les travaux sont toujours interrompus

Ce témoignage de Malick BA vaut aussi pour le lycée de Keur Madiabel

Le CEM Maba Diakhou devenu plus tard lycée est construit dans les années 80. Il avait une capacité d'accueil de 600 à 700 élèves. Aujourd'hui il compte un effectif de plus 2 300 élèves. Il ne dispose que de 34 salles de classes pour 43 classes pédagogiques, encore qu'à ce niveau la pléthore d'élèves par classe (58 en moyenne) ne milite pas en faveur de l'excellence.

Les 34 salles de classes disponibles sont réparties dans trois sites, distant de presque un kilomètre l'un de l'autre. Il s'agit de :

- du site mère qui abrite 19 salles ;*
- l'annexe I avec 06 salles ;*
- l'annexe II, dénommé Khelkhom parce que situé en pleine brousse, avec 09 salles.*

*Cette situation préoccupe les parents d'élèves et les autorités scolaires qui tentent d'année en année de contenir la colère des élèves. Rappelons que les travaux de ce Lycée démarrés depuis 2004 connaissent un arrêt, et personne à Nioro, ni les autorités académiques encore moins les autorités municipales, ne peut dire exactement les causes réelles de cette suspension des travaux. **Cette situation pose dans toute son acuité les compétences du conseil municipal dans la gestion du développement local : Est-il encore admissible que les autorités municipales soient dessaisies de la gestion d'une institution aussi stratégique que celle-là qui a la charge d'installer et de perpétuer les valeurs les plus fondamentales de la république ?***

Hormis les problèmes d'ordre infrastructurel, le lycée est confronté à un problème d'équipement terrible, surtout en table bancs. Selon une autorité de l'école : « Nous avons un déficit de plus de 100 tables, nous sommes obligés de recourir au retapage des tables réformées de l'établissement (15) et des autres établissements scolaires du département, encore que ces derniers ne sont pas mieux lotis que nous. Ce travail est rendu difficile par l'insuffisance des fonds générés par les inscriptions. Déjà l'association des parents d'élèves compte avec cette somme subventionner les tenues scolaires. Vous voyez donc que c'est difficile d'assurer dans ce cas un enseignement de qualité aux enfants »

Les laboratoires des séries dites scientifiques S1 et S2 ne le sont que de nom ; tout est vétuste. L'insuffisance des manuels et livres déteint fortement sur la culture générale des élèves. Cette situation fait que beaucoup de professeurs compétents préfèrent, après une année d'enseignement dans ce lycée, quitter pour des lycées dignes de ce nom.

4-4.3 Au plan politique et stratégique

- Nioro n'enregistre aucune structure d'éducation et de formation agricole. Les jeunes agriculteurs en souffrent dans leur chair.
- Non prise en compte des besoins des parents en matière d'éducation et de formation
- L'école est malade ; le projet pédagogique n'est pas clair
- L'immixtion de la politique a fini de déstabiliser le fonctionnement de l'école sénégalaise
- Le transfert de toutes ces charges à des collectivités locales en mal de ressources traduit un manque de volonté politique de promouvoir l'Ecole sénégalaise

4-4.4. Recommandations

- Restaurer les Etats généraux de l'Education et de la Formation. Repenser le système éducatif à la lumière des réalités socio économiques nationales actuelles.
- Organiser des ateliers de réflexion stratégique inclusifs dans chaque institution scolaire autour du fonctionnement et des moyens susceptibles d'améliorer son fonctionnement.

- Rompre sans délai avec le quota sécuritaire ; organiser à leur intention un concours et retenir les plus brillants.
- Ouverture de centres à vocation agricole dans les trois arrondissements de Wack Ngouna, Paoskoto et Médina Sabakh.
- Avènement dans chaque communauté rurale de deux daaras de type nouveau avec des contenus articulés au monde de la production.
- Finition sans délai du lycée Maba Diakhou BA de Nioro et équipement du lycée de Keur Madiabel.
- Redynamiser le centre de perfectionnement articulé et l'ouvrir aux écoles et aux collèges.

3.5. UNE SANTE DE PLUS EN PLUS PRECAIRE

La commission qui s'est penchée sur la question de la Santé, a réuni beaucoup de monde principalement des femmes et des personnes du troisième âge ! Elles estiment être les principales concernées pour la raison simple qu'elles sont en permanence sur place et qu'elles se doivent de veiller quotidiennement à leur santé propre et celle de leurs enfants. Les consultations citoyennes leur apparaissent comme des moments exceptionnels pour calmer leur angoisse, apaiser leur douleur.

5-1. Contexte

Dans le département de Nioro, l'on travaille trois (3) mois sur douze (12). Exception faite de quelques bas-fonds exploités avec l'accompagnement de partenaires au développement aucune activité de contre saison n'est menée ; c'est dire que l'on vit exclusivement de productions agricoles dont les quantités et la qualité se sont considérablement dépréciées.

La brousse ressemble à un désert ; il n'est plus possible de s'y procurer des légumes (piment, tomate, diakhatou, kandia) ou des plantes médicinales. Pour les populations, la seule question qui vaille est la suivante : « Comment faire pour tenir, pour survivre ? » Avant même que l'hivernage se termine, ils sont partis, les hommes, plutôt les forces les plus vives ! Ils cherchent de très hypothétiques emplois dans les centres urbains (Kaolack ou Dakar) ou s'essayaient de manière drastique à l'émigration clandestine. Les rares qui ont réussi essaient laborieusement de corriger un déficit alimentaire en constante amplification.

Voilà le contexte dans lequel les Consultations citoyennes de Nioro ont abordé la difficile question de la santé ; les participants ont choisi de la traiter sous l'angle d'un examen minutieux de la totalité des critères qui permettent simplement d'avoir une bonne santé ; ils se sont alors accordés sur les aspects suivants :

- la qualité et l'accessibilité des infrastructures ;
- la compétence et la disponibilité du personnel ;
- l'état des routes et des moyens de transport ;
- l'efficacité de la politique de prévention ;
- le coût des médicaments relativement à des populations économiquement faibles.

5-2. Etat des lieux

5-2.1 Les infrastructures ou l'accessibilité géographique

Arrondissements	Communautés rurales	Nombre villages	Population / Superficie		Poste de santé
			Pop (en 2002)	Superficie (Km²)	
Médina Sabakh	Médina Sabakh	58	28 006	611	2
	Kayemor	23	18 376	164	1
	Ngayène	23	19 250	180	1
Paoskoto	Paoskoto	132	39 993	415	2
	Porokhane	61	22 126	250	2
	Gainthe Kayes		22 075	154	2
	Taïba Niassène	22	17 205	125	1
Wack Ngouna	Ndramé	46	14 722	154	1
	Keur Maba Diakhou	54	27 134	242	2
	Wack Ngouna	63	28 307	253	2
	Keur Madiabel	28	14 407	63	1

Commune de Nioro			10 970		1 centre de santé 1 poste
TOTAL		510	262.571 hbts	2296,5	1 centre de santé et 18 postes

Au total, le département de Nioro dispose :

- d'un seul Centre de Santé à Nioro ;
- de 18 postes de santé.

Tout ceci pour une population de 262.571 habitants vivant sur un territoire de 2.296,5 km². Les participants se sont largement souciés de la très mauvaise qualité de la distribution géographique. Trois cas sont illustrants :

- La communauté rurale de Paoskoto compte 132 villages pour deux postes de santé. Paoskoto qui abrite un poste est situé à 5km de Nioro ; il polarise 90 villages dont les $\frac{3}{4}$ sont situés à un minimum de 10 km sur des sentiers exécrables. Paoskoto est à 5km de Nioro alors que Dinguiraye est distant d'environ 10 km. Comment comprendre que cette agglomération qui est plus peuplée et qui abrite le marché hebdomadaire le plus important du Sénégal ne soit pas dotée de poste de santé ?
- Cette situation est la même à Médina Sabakh qui dispose de 2 postes implantés sur un territoire de 611Km². Comment s'expliquer que Keur Ayib dont la population approche celle de Nioro soit totalement oublié ?
- Wack Ngouna vit une situation encore pire avec un poste pour 68 villages répartis sur une superficie grande de 253 Km². Tous ces villages ne peuvent accéder à Nioro

Les distances parcourues pour rallier le poste de santé varient de 3 à 17 Km. C'est simplement difficile.

Quels ont été les critères pour décider de l'implantation d'un poste de santé ? Les motivations sont-elles politiques ou strictement administratives ? Les participants appellent à plus de sérieux, plus d'objectivité pour éviter des débauches d'énergie inutile, des morts bêtes.

En tout état de cause, il importe de se démarquer de la thèse consistant à implanter mécaniquement un poste de santé au chef lieu de communauté rurale quand bien même ce chef lieu serait à la périphérie de cette même communauté rurale.

Pour les habitants de la commune de Nioro, Le centre de santé connaît les mêmes difficultés. L'opportunité offerte par un financement de la banque africaine de développement devait être saisie pour d'une part éviter le site actuel confronté à l'éternel processus de ravinement, d'autre part se créer un autre Centre plus proche des populations.

Difficulté 1 : la distribution géographique des postes de santé reste très approximative. Le coût humain et matériel est très cher. Les populations regrettent de ne pas avoir été associées à la localisation des infrastructures.

Le département de Nioro a la sacrée réputation de détenir le record national de routes exécrables. La seule qui soit acceptable et qui est en réparation depuis bientôt une année est la Nationale 4 ou transgambienne qui le traverse du Nord au Sud. Or il se trouve que l'écrasante majorité des villages est située bien loin de la route en question c'est-à-dire des villages où il est possible de se soigner. Les sentiers sont pénibles. Alors tous les moyens sont utilisés pour se rendre aux soins ; charrette, véhicules clandestins, mobylettes, tout y

pas. Evidemment les décès en cours d'évacuation ne se comptent plus. Les femmes en grossesse sont les plus concernées

Exception faite des trois (3) ambulances de la commune, une quinzaine d'ambulances pour la plupart en panne sont identifiées. Ce sont souvent des voitures de transport public (504 PEUGEOT, RENAULT EXPRESS) acquises en seconde main pour servir d'ambulances. Paoskoto, Dabaly et NDRAMÉ ESCALE ne disposent pas d'ambulances.

Difficulté 2 : *les routes plutôt les sentiers sont dans une situation exécrationnelle ; les moyens d'évacuation ne suivent pas*

5-2.2 L'accessibilité au personnel et aux soins

Elle a été appréciée sous l'angle des médecins et des infirmiers.

5-2.2.1. Au plan des médecins

5-2.2.1.1 La disponibilité

Le département compte :

- 2 médecins généralistes pour 262.571 habitants soit 1 médecin pour 131.000 habitants. On est aux antipodes des normes arrêtées par l'OMS, c'est-à-dire 1 médecin pour 3 000 habitants ;
- 34 infirmiers d'Etat ;
- 1 anesthésiste ;
- 1 biologiste ;
- 1 dentiste (technicien) ;
- 8 sages femmes.

Le département n'enregistre aucun ophtalmologue, des spécialités dont la population a grandement besoin.

Appréciant les chances qui leur sont offertes d'accéder aux médecins, les participants aux consultations citoyennes sont très critiques. Une dame s'est vivement exclamée: « *Nos médecins sont souvent absents de Nioro ; l'on nous dit très souvent qu'ils sont en séminaire à Kaolack ou à Dakar. Nous avons comme l'impression qu'ils poursuivent d'une certaine manière leur travail ailleurs. Il reste que le préjudice est important* ».

Cette interrogation pose la question du degré de mobilisation des médecins à l'échelle départementale. Ils sont le plus clair du temps les seuls interlocuteurs de la totalité des programmes nationaux qui s'adressent aux communautés de base :

- programme de lutte contre le paludisme ;
- programme contre la lèpre ;
- programme contre le sida ;
- programme contre la tuberculose ;
- programme contre la mortalité infantile ;
- programme élargi de vaccination ;
- programme de surveillance nutritionnelle ;
- etc.

Ils doivent s'approprier ces programmes, participer à des activités de renforcement de capacités, répondre ponctuellement aux interpellations des directeurs nationaux, fournir périodiquement des rapports d'activités et des rapports financiers.

Ont-ils alors le temps de se consacrer à informer, sensibiliser, former les populations ? La réponse est à la négative compte tenu d'un agenda sur lequel ils n'ont pas suffisamment de prise.

Un agent de santé présent aux consultations alors de répliquer : « *notre travail de tous les jours dépasse nos capacités physiques et intellectuelles. L'Etat ferme les yeux ! Voilà pourquoi quotidiennement nous nous employons à défendre nos intérêts matériels et moraux* »

Difficulté 3 : *le corps médical est surchargé ! Il est frustré que ses prestations de tous les jours ne soient reconnues et rémunérées à leur juste mesure.*

5-2.2.1.2 La compétence

Les participants ne remettent pas en cause la compétence des médecins ; toutefois, ils estiment que leur efficacité prend un sacré coup dès lors que leur disponibilité vis-à-vis d'une population de malades de plus en plus nombreuse est largement compromise.

5-2.2.2 Au plan des infirmiers chefs de postes

Les villages comptent 17 postes pour une population d'environ 240.000 habitants. Le ratio est d'1 infirmier pour 14.000 habitants. Là aussi nous sommes très éloignés des normes de L'OMS (3000) ou de la norme nationale qui est d'1 infirmier pour 10.000 habitants. Il faut bien comprendre que les contraintes du médecin s'appliquent totalement à l'infirmier ; celui-ci est le siège de tous les programmes ci-dessus énumérés ; il est soumis aux mêmes obligations administratives que son médecin.

Leurs compétences ont été évaluées sur la base des résultats quotidiennement enregistrés.

Les participants aux consultations dénoncent les ordonnances multiples et coûteuses qui leur sont administrées. Pour la plupart, les infirmiers sont le premier contact du malade ; ces infirmiers réagissent simplement aux signes présentés par le malade. A chaque signe, ils prescrivent un médicament, ce qui grève le budget des familles déjà fortement éprouvé. Parfois le doute s'installe dans beaucoup de malades ; les agents qui officient dans les postes sont-ils tous des infirmiers diplômés d'Etat ? Ne sont-ils pas des produits des nombreuses écoles d'infirmiers qui s'installent à travers le pays ? Les services de santé du département ont été avares en informations. En tout état de cause, parce qu'elles dispensent des formations le plus clair du temps théorique, ces écoles arrivent difficilement à satisfaire aux exigences d'une population qui veut se soigner vite et bien.

Difficulté 4 : *les médecins et les infirmiers chefs de poste sont mobilisés à d'autres tâches d'administration et de coordination qui les éloignent des malades. L'infirmier chef de poste n'a pas toujours les capacités intellectuelles et logistiques pour poser des diagnostics sérieux. Leur nombre est très insuffisant. Les malades accèdent difficilement aux soins en général, à des soins de qualité en particulier*

Très récemment, un jeune paysan de Paoskoto victime d'une morsure de serpent a perdu la vie. L'histoire est toute simple : aucun sérum anti tétanique au nouveau Centre de santé de Nioro ; rien à l'hôpital régional El hadj Ibrahima Niass de Kaolack. Le grand tour dans les pharmacies de la capitale régionale ne donne aucun résultat. Il a fallu aviser l'oncle de

Mbour qui trouve enfin le sérum et à quel prix !!! Le temps que le médicament soit diligentié à Kaolack, le pauvre paysan rend l'âme. Cela pose avec toute son acuité :

- le manque de médicaments structurel des centres et postes de santé
- la pro activité des comités de santé
- le sérieux et l'efficacité du personnel médical

5-2.3 La prévention ou l'éducation pour la santé

Le voudraient-ils que les médecins et les chefs de poste ne le feraient pas sérieusement. Selon la pyramide sanitaire du Sénégal chaque département doit disposer d'un District sanitaire qui polarise toutes les structures de santé (poste de santé communautaire, maternités rurales et cases de santé).

Or, il y a une telle raréfaction des ressources, une telle pauvreté que le bon sens commande de s'engager vers des stratégies qui préservent le plus longtemps possible des maladies.

L'on objectera que l'on fait de l'Education pour la santé, que l'on fait des causeries sur la mortalité infantile, sur le paludisme, sur le sida etc. Il reste que les populations deviennent de plus en plus malades, que ces maladies sont de moins en moins supportables à la lumière de médicaments chaque jour plus chers plus inaccessibles. Interrogé sur le programme « Sésame », le vieil âge du Conseil rural de Médina Sabakh répond par le désintéressement, par l'indifférence.

Difficulté 5 : *l'animation ou la facilitation sont des métiers qu'il faut apprendre et maîtriser. La seule volonté, le seul instinct, les seules dispositions naturelles ne suffisent pas. L'Education à la santé ne se réalise pas dans sa plénitude*

La médecine traditionnelle n'est pas encore reconnue par les pouvoirs publics. Pourtant avec Symbiose Sénégal et ENDA Plantes médicinales, il s'exécute un programme qui a donné des résultats importants avec le laydour et le mbal. Ces plantes cultivées à Passy Kayemor, Keur Samba Dié et Ndiarguène, se vendent avec plus ou moins de bonheur un peu partout dans les loumas, dans des pharmacies et des kiosques installés à Kaolack et à Dakar.

Difficulté 6 : *la non reconnaissance par le gouvernement du Sénégal de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales.*

5-3. Recommandations

1 : Forum sur : quelle politique de santé au Sénégal et à Nioro.

2 : Faire confiance aux communautés de base et investir sur le développement organisationnel. Il s'agit de travailler avec les structures de représentation légitimes reconnues et acceptées par les populations dans leur diversité. Ces communautés peuvent et doivent accompagner les programmes nationaux dans l'explicitation, la diffusion et le suivi de leurs programmes.

3 : Renégocier les programmes nationaux de santé

4 : S'accorder sur des modes de gestion durables des unités de santé. Responsabiliser les communautés de base dans la mise en œuvre des programmes de santé. Il n'y a pas de doute qu'au terme de cet exercice, des passerelles, des articulations justes seront trouvées entre des programmes qui continuent d'évoluer de façon parallèle. La gestion sera plus concertée, plus efficiente et moins coûteuse

5 : Former aux métiers de l'animation et de la facilitation.

6 : Insister sur les aspects prévention et veiller à la mise en œuvre des programmes d'éducation et de prévention.

7 : Lobbying auprès des décideurs sur la reconnaissance de la médecine traditionnelle.

3.6. LA GOUVERNANCE SOCIALE

6-1. Accès aux services sociaux de base :

6-1.1 Situation générale :

De manière générale, à Nioro, les services sociaux de base se résument à la santé, à l'eau, à l'éducation, au commerce, aux infrastructures routières. Selon que les consultations citoyennes parlent de l'un ou de l'autre, le ton est sensiblement différent. En tout état de cause, quel que soit le secteur, les difficultés d'accès sont réelles.

6-1.2 En matière de santé

Les inquiétudes des participants portent principalement sur :

- la répartition des infrastructures qui obéit à des critères strictement administratifs. Selon le président du conseil rural de NDRAMÉ ESCALE « *notre poste de santé n'a ni ambulance, ni sage femme, ce qui fait que pour évacuer un malade à Nioro nous sommes obligés de parcourir 07 km en charrette pour aller rejoindre Keur Madiabel dans l'espoir de trouver un moyen de locomotion. A ce niveau nous éprouvons d'énormes difficultés dans la mesure où l'ambulance de la dite localité est souvent sollicitée, ce qui nous oblige à recourir aux véhicules de transport en commun, qui rechignent souvent à faire le trajet sur Nioro du fait de l'impraticabilité des routes.* » ;
- sur la disponibilité des infirmiers et des médecins. Cette question est largement traitée dans le chapitre santé ; le personnel doit être plus étoffé, moins mobilisé à des tâches administratives ;
- la disponibilité de médicaments ; les ordonnances s'allongent se multiplient ; les médicaments ne sont pas à la portée des populations ;
- des routes chaotiques qui achèvent les malades.

6-1.2 L'Accès à l'électricité :

- La vétusté du réseau provoque le plus souvent des coupures qui détériorent les appareils électroménagers, difficilement acquis. Cette situation est fortement décriée par les participants aux consultations citoyennes. Notons que le réseau de la SENELEC n'est pratiquement disponible que dans les chefs lieux de communautés rurales, la commune, certains villages situés sur l'axe Kaolack-Nioro et les villages religieux comme Touba Saloum, Darou Salam etc.

L'écrasante majorité des villages du département ne bénéficie pas du réseau électrique. Prenons deux exemples :

- Aucun village de la communauté rurale de Ngayène n'est électrifié. Un habitant de Ngayène ayant participé aux consultations citoyennes s'est d'ailleurs offusqué d'entendre parler de l'Agence d'Electrification Rurale (ASER). Pour lui la question est de savoir si cette agence n'est pas animée par des considérations exclusivement électorales ; « *Dès l'annonce des élections locales, des poteaux électriques et leurs accessoires ont été installés dans le village de Ngayène. Les populations s'étaient alors empressées de se brancher sur le réseau. Depuis le report de ces élections, plus rien du tout. Chacun et chacune rumine fortement sa déception, sa colère. Qu'est-ce qui explique que pendant que certaines catégories soient au numérique nous soyons encore plongés dans l'obscurité la plus noire ?* »
- A Kaymor, seul le chef lieu de la communauté rurale est électrifié.

Dans une telle situation, les vols de bétail ne se comptent plus ! L'insécurité s'est installée un peu partout.

- La cherté des factures a aussi particulièrement attiré l'attention des participants qui considèrent cela comme une arnaque. Ils vivent plus dans l'obscurité que dans la lumière.

6-1.2 Accès à l'eau :

Ce produit est éminemment stratégique. Elle doit être disponible en quantité et en qualité. Si des efforts sont perceptibles dans certaines agglomérations, il reste que la majeure partie de la population fait de la question de l'eau sa revendication principale. Comment se présente la situation ?

- Des forages insuffisants, souvent en pannes : selon une étude réalisée par le Centre de Suivi Ecologique, le département de Nioro compte 31 forages situés dans les grandes agglomérations des communautés rurales. Ce qui apparaît pour les populations insignifiants au regard de la demande en consommation domestique, de l'abreuvement du bétail et de l'horticulture. Il s'y ajoute que beaucoup de ces forages tombent en panne du fait de la vétusté des installations et de la cherté des pièces de rechanges. Les associations de gestion des forages sont obligées de vendre l'eau très chère pour prévenir les pannes et le remplacement des pièces usagées. La cherté de l'eau pousse des franges importantes de la population à recourir à des puits dont l'impotabilité de l'eau est vérifiée.

Les budgets des conseils ruraux sont aussi insuffisants pour permettre à certains villages de se connecter au réseau des forages. A Nioro, dans certains quartiers périphériques, les populations démunies ont du mal à se brancher dans le réseau de la SDE.

- Des puits profonds avec un système d'exhaure pénible : le département de Nioro compte 435 puits. Ce chiffre conjugué à la trentaine de forages disponible traduit les contre performances du réseau hydraulique ; les populations voient simplement leurs conditions de vie tomber dans une forme de déliquescence insoupçonnée.

On se débrouille comme on peut ; nonobstant la profondeur des puits qui atteint dans certains villages plus de 60 mètres, on fait comme avant les indépendances : l'eau est tirée par les ânes, les chevaux et les bœufs, avec des risques de retour de débris en tout genre dans les puits. Ce qui pose un véritable problème de santé publique. Il s'y ajoute que ces puits tarissent vite. Pour le président du conseil rural de Médina Sabakh : « notre principale difficulté à ce niveau, c'est la faiblesse des budgets des collectivités, ce qui fait que nous sommes incapables de procéder à la réfection de tous les puits, à défaut leur curage. Nous sommes très conscients des dangers que constitue la pénurie d'eau dans le monde rural, mais que pouvons nous faire ? Si l'on sait que dans les fonds de dotation aucune rubrique ne concerne l'hydraulique ; elle n'est pas une compétence transférée. Bien souvent, nous sommes impuissants devant les femmes qui expriment leur ras le bol face aux pénuries d'eau qui sévissent dans leurs villages »

6-1.3 Accès aux logements :

- La spéculation foncière connue uniquement en milieu urbain commence à se faire sentir dans les centres péri urbains ;
- L'absence de cadastre rural pose beaucoup de problèmes de délimitation entre communes et communautés rurales. Les périmètres ne sont pas bien définis ; cela génère beaucoup de conflits entre populations de collectivités différentes. Interrogé sur cette situation, les réponses de l'adjoint au maire de Nioro sont sans équivoque : « nous

avons eu des difficultés avec les populations de Porokhane dans la vallée, car le conseil rural de la dite collectivité avait délibéré sur des terres qui appartiennent théoriquement à la commune. Il nous fallait ainsi réagir pour reprendre ce qui était sensé nous revenir; malheureusement ni les autorités administratives, ni les conseillers ruraux de Porokhane, encore moins nous-mêmes ne pouvions définir avec précision les limites des différentes collectivités. Nous connaissons la même situation au Nord et à l'Est de la commune où nous partageons des frontières avec la communauté rurale de Paoskoto. Là aussi, personne ne peut dire exactement quelles sont les limites de la commune par rapport à la communauté rurale ».

- Exception faite des 24 villas construites par l'Office des Habitations à loyers modérés (HLM) à l'aube des indépendances, il n'est pas de logements sociaux disponibles à l'échelle de tout le département. A Nioro principalement, les fonctionnaires et autres salariés du secteur privé guettent les rares maisons en construction pour se réaliser comme citoyens à part entière prêt à prendre une part active dans le développement de la commune. Les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles ; c'est devenu un truisme ! En tout état de cause, bien des Niorois qui prêtaient leurs services dans d'autres régions du Sénégal ont préféré rentrer à la maison. Quant aux fonctionnaires qui n'ont pas réussi à avoir un logement à Nioro, ils ont préféré faire de Kaolack leur ville d'origine.

Dans le reste du département, la situation est infiniment plus préoccupante. Il n'y a pas de logements disponibles ; populations et agents de l'administration et du privé font des mains et des pieds pour trouver simplement où se loger !

De manière générale, tout le monde déplore la stagnation des salaires relativement à un coût de la vie chaque jour plus cher, chaque jour plus difficile. Un enseignant de Nioro est formel « *avec le coût élevé de la vie et les taux usuriers des banques nous n'aurons jamais de maisons. Vous voyez, la majeure partie des jeunes salariés ici habitent chez leurs parents, où ils ont simplement construit une ou deux chambres. Tout est concentré à Dakar et dans les chefs lieux de région. C'est déplorable !* »

6-2 Conditions des travailleurs :

- Les premiers travailleurs de la région sont les paysans, les éleveurs, ceux-là qui s'essaient à la pêche, au commerce, à la mécanique, à la menuiserie ou autres. Ces catégories ne bénéficient d'aucune espèce d'attention des pouvoirs publics. Leurs revenus s'épuisent en même temps que se privatise le service public ;
- La précarisation de la fonction d'enseignant ;
- L'absence d'un service social chargé de parler aux travailleurs et de s'enquérir de leurs conditions sociales ;
- La faiblesse d'écoute des travailleurs du secteur public et du privé par les autorités ;

6-3 Infrastructures et transport :

- Il n'y a pas de réseau routier digne de ce nom : à part la transgambienne qui relie la région de Kaolack à la Gambie en passant par la ville de Nioro aucune infrastructure routière importante n'existe dans le département. Les rares routes goudronnées se résument à de petits tronçons très endommagés qui désenclavent en majorité des villages religieux. Il s'agit des routes :
 - Nioro - Porokhane (7 Km) ;
 - Taïba Niassène - Transgambienne (Dinguiraye) (7 Km) ;
 - Keur Madiabel - Transgambienne (Thiawandou) ;
 - Médina Sabakh - la transgambienne.

Aucune de ces routes n'est actuellement en bon état pour faciliter une circulation optimale des biens et des personnes.

Toutes les autres voies d'accès terrestres dans le département sont constituées de routes latéritiques ou de pistes sablonneuses en état de délabrement très avancé. Aucune route praticable ne relie Nioro, le chef lieu du département concentrant tous les services administratifs, aux communautés rurales de l'arrondissement de Wack Ngouna. Nioro reste ainsi coupé de son arrière et avant pays. Il est plus facile pour un habitant de la communauté rurale de Wack de commercer avec Kaolack qu'avec Nioro pourtant distant de moins de 25 kilomètres.

Il faut pour un habitant de ces localités une journée entière pour venir à Nioro afin de trouver un papier administratif. Aucun véhicule ne dessert cette localité, il faut toujours faire un grand détour pour venir sur la tansgambienne en passant par Keur Madiabel pour pouvoir venir à Nioro. Selon un notable de Wack Ngouna : *« nous profitons des horaires qui vont au louma de Dinguiraye les samedis pour aller à Nioro sans difficulté. Nous en sommes amenés à regretter la période coloniale tant il était plus facile de circuler dans le département ; de Saboya, on pouvait directement et facilement se rendre à Nioro. Tout tombe en déliquescence »*

- La vétusté du parc automobile est manifeste ! Eu égard à l'état déplorable des routes, aucun transporteur ne veut mettre sa voiture neuve dans ce circuit ; les seules voitures de transport qui osent encore y circuler ont été acquises depuis au moins de quinze années ; les accidents entre charretiers et automobilistes sont fréquents, surtout pendant l'hivernage eu égard à l'étroitesse des pistes et du manque de visibilité occasionné par les hautes herbes qui les jonchent. Le renouvellement du parc est quasi impossible du fait que l'Etat n'autorise plus l'importation de voiture de moins de cinq ans, corsant ainsi le prix d'acquisition des véhicules de transport en commun. Pour l'ancien président des chauffeurs de la gare routière de Nioro : *« il est impossible d'assurer notre survie sociale dans le transport avec l'état actuel des routes. Les recettes journalières ne sont plus garanties. Tout ce que nous gagnons va à la réparation des véhicules. Présentement, tous les usagers de l'axe Kaolack Keur Ayib peuvent se rendre compte de l'état extrêmement grave de la route ; les travaux tirent désespérément en longueur. Au niveau des banques nous ne jouissons pas d'une bonne presse compte tenu de notre faible capacité de remboursement. Est-il alors juste que l'Etat concentre tous les programmes de réformes du secteur du transport à Dakar ? je pense que non, car nous jouons un rôle fondamental dans la croissance économique. C'est pratiquement à Nioro que se réalise une bonne partie des productions agricoles qui font vivre la capitale. C'est ici que transitent tous les produits de la Casamance. Pour ce faire, nous méritons plus de considération »* ;
- L'absence d'une politique de régulation des prix du transport (bagages et personnes). C'est le cri de cœur de toute la population

6- 4 Solidarité avec les couches vulnérables :

- La précarité de la santé des personnes du troisième âge est grande. Les maladies les plus fréquentes révélées par les participants et les techniciens sont le diabète, l'hypertension artérielle, le cancer de la prostate, des maladies qui exigent beaucoup de moyens pour des populations à majorité d'agriculteurs sans revenus fixes. Malgré l'existence du Plan Sésame les populations concernées ne se sentent pas satisfaites. Interrogée sur la question, une personne de la communauté rurale de Paoskoto est péremptoire: *« je suis vieux, donc incapable de continuer à cultiver mes champs qui me procuraient des revenus. Je ne compte que sur l'appui des parents pour me soigner, mais ces derniers ont aussi des charges sociales qui dépassent leurs revenus. J'avais cependant accueilli le Plan sésame avec enthousiasme, mais à ma grande surprise quand je suis allé me consulter au centre de santé de référence, on m'a fait comprendre que les médicaments qu'exige ma maladie, n'y étaient pas disponibles. Je me suis alors rendu à la pharmacie de Nioro ; les prix étaient simplement exorbitants ! Finalement je suis rentré sans médicament. J'avoue que beaucoup de personnes âgées sont dans la même situation que moi, car tous les anciens agriculteurs sont des retraités sans pension. Les rares personnes qui s'en sortent, sont celles qui ont des enfants ayant réussi leur vie dans d'autres secteurs»*
- L'absence d'une politique de protection et d'insertion des talibés. Le département de Nioro regroupe plusieurs daaras, toutes évoluant dans des conditions difficiles. La situation y est d'une telle précarité que certains marabouts ont préféré migrer vers les centres urbains comme Nioro, poste Keur Ayib, Keur Madiabel etc.... les talibés peuvent espérer y trouver la pitance quotidienne ; toutes choses qui livrent les enfants aux affres de la rue ;
- Un service social dépourvu de personnel. Le seul agent qui s'occupait des questions sociales dans le département est allé à la retraite depuis presque un an. Ce dernier pour ne pas laisser le service vaquant, car n'ayant pas jusqu'à présent de remplaçant, fait du bénévolat pour expédier les affaires courantes. Ce qui pose un réel problème de suivi des dossiers des personnes indulgentes et des handicapées.

LE MONDE RURAL A CESSÉ D'ÊTRE ATTRACTIF

6-5 Recommandations alternatives :

- **Repenser la politique sociale :** concevoir une politique sociale qui permettrait aux populations rurales de se sentir concernées par les questions de développement économique et social du Pays. Il importe à cet effet de se départir des programmes ponctuels, sporadiques, superficiels et sectoriels aux profits de programmes beaucoup plus englobants pour un accès facile à l'eau, à l'électricité et aux logements décentes dans les villes rurales et les villages ;
- Développer des plans concertés de restructuration des villages pour une meilleure répartition des infrastructures socio-sanitaires ;
- Promouvoir la construction de nouveaux logements sociaux dans la ville de Nioro ;
- Transférer l'hydraulique rurale aux collectivités locales et accroître les fonds de dotation dans ce sens ;
- Réhabiliter les services de développement social afin de permettre aux populations d'avoir des interlocuteurs directs sur le terrain ;
- Procéder au désenclavement du département de Nioro, qui malgré sa position stratégique et de ses potentialités agro-sylvo-pastorales se trouve dans un trou. Il urge à ce propos de rénover les routes et pistes reliant les zones de production aux marchés, le département et les régions. Il s'agira ainsi de réaliser les routes et pistes ci-après :
 - NDRAMÉ- Keur Madiabel ;

- Ndramé –Wack Ngouna ;
 - Nioro -Wack-Ngouna ;
 - Keur Madiabel-wack ;
 - Keur Maba-Nioro ;
 - Wack-Nioro ;
 - Porokhane – keur Moussa ;
 - Ngayéne-Médina Sabakh en passant par Lohéne ;
 - Paosko-Keur Souléye Thiam.
- Concevoir un programme d'appui à la consolidation des daaras. Il s'agit de les valoriser et de les stabiliser.

3.7. CULTURE, RELIGION ET SOCIÉTÉ

7-1 Introduction

Il est évident que les valeurs traditionnelles, le vecteur de nos sentiments et de notre action communautaire d'antan, constituent l'essence de notre identité culturelle qu'il nous faut préserver. Et la « région » de NIOURO, marquée par une histoire précoloniale exceptionnellement forte, recèle un riche patrimoine culturel.

Or, il ressort de la simple observation que, de nos jours, cette contrée n'a que peu, voire rien de similaire avec ce qu'elle a été, du point de vue des mœurs et coutumes ainsi que de la conduite qui constituaient la fierté de ses hommes d'hier.

Dès lors, la crise des valeurs qui secoue la société sénégalaise moderne n'a guère épargné la « région ». Et cela est d'autant plus frappant au niveau de la jeunesse qui semble si affectée par les agressions culturelles que sa conquête épouvantée de comportement la pousse souvent vers des visions presque suicidaires (émigration contre vents et marées), en tout cas situées aux antipodes des intérêts et des exigences de son être profond. Le manque d'animation culturelle tirée des entrailles du passé et la pauvreté des initiatives dans le sens de renforcement de solidarités des classes d'âges de la part des jeunes en sont autant d'exemples d'illustration : adieu les théâtres populaires à vocation éducative, adieu l'association locale des jeunes fondée sur une base non partisane et creuset de l'unité générationnelle, adieu les actions autonomes collectives de jeunes dans l'intérêt supérieur du terroir ?

Donc, ces Assises constituent à cet égard une opportunité. Sous ce rapport, il s'est agi de faire un état des lieux sans complaisance de tous les aspects à caractères religieux, socioculturel, moral, etc. de la question afin de dégager des pistes susceptibles de redynamiser les valeurs les plus positives capables d'influer de façon efficiente et durable sur le comportement de tous les segments de la société, notamment la frange jeune. Et ce, dans le cadre d'une morale sociale réhabilitée, en adéquation avec les besoins liés au phénomène de la mondialisation et avec les aspirations spécifiques du terroir.

En somme, ressusciter ou redéfinir le « rip-rip référentiel » capable de relever les défis de l'heure !

Pour ce faire, il a été passé en revue :

- l'ensemble du patrimoine matériel, la mémoire veilleuse de notre peuple dans sa diversité, legs d'une histoire sociopolitique dans une contrée de résistance, de brassage, d'accueil et de peuplement agricole ;
- les arts et la situation des artistes et artisans qui vivent de leur création ; l'analyse rigoureuse qui en découle permettant de « booster » leurs conditions de vie ;
- les aspects sociaux liés à la pratique religieuse dans une zone riche d'enseignements pour son rôle historique dans l'implantation et l'expansion de l'islam en Sénégal, zone d'enfancement des capitales des principales confréries actuelles ;
- la gamme d'un patrimoine immatériel dont les valeurs sociétales constituent le fil de trame, sans oublier les pratiques culturelles locales (luttons, contes et légendes locales à sauvegarder, etc.).

L'inventaire exhaustif de tout ce qui précède a été facilité par l'engagement actif des participants (traditionnistes, artistes, imams, notables, etc.) et l'apport fécond d'acteurs jeunes porteurs d'espoir. A chaque fois, il a été décelé l'importance, les causes du recul ou de l'échec perçus comme tels dans la mémoire collective locale afin de proposer des pistes

de solutions adéquates. Pour la préservation de ce trésor inestimable !

D'où l'éventail des recommandations déclinées à la fin de ce rapport.

7-2 Inventaire du patrimoine matériel de la zone

Il a été question des vestiges du passé (sites et monuments historiques), témoins de l'histoire des périodes précoloniale et coloniale de la « zone » qui eut une influence indéniable sur l'histoire nationale, voire « internationale », notamment sur le plan de l'expansion de l'islam et de résistance. (Voir les commentaires résumés et les observations du tableau). Et la liste n'est pas exhaustive.

Tableau de l'inventaire du patrimoine matériel de la zone

Nature	Localisation	Observations
– Pierres mégalithiques : Sééti docc, en Wolof ; trad.mariées pétrifiées. Patrimoine mondial de l'Unesco	– Sine-Ngayène ; Nganda ; Mabo ; Wanar ; Kabakoto ; Mbolop Tobe (Konomba) etc.	– Recherche fondamentale en histoire ancienne ; – Tourisme : local, national, international.
– Les « mbanar » i. e. « tumulus »	– Keur Yoro Khodia dans l'arrondissement de Wack Ngouna	– Recherche universitaire ; – Histoire ancienne
– Le site de Youndou	– Ndemen (Arrondissement de Paoskoto)	– Culte ancien animiste ; – Visite guidée, Histoire locale
– Le Tata de Maba (puis de Mamour Ndary) construit vers 1863	– Nioro – Ouest	– Tourisme : local, national, international
– La Vallée de Pathé Badiane : Khourou Pathé Badiane, en wolof.	– Près de Paoskoto, entre les villages de Keur Djim et Keur Kâb	– Histoire : la bataille du 30 nov. 1865 des forces musulmanes de Maba contre la colonne française de Pinet Laprade ; – Tourisme, éducation
– Les deux pièces d'artillerie saisies sur Pinet Laprade	– L'esplanade de l'Hôtel de ville de NIORO	– Visite guidée : histoire, éducation, tourisme
– L'arbre d'adieu de Maba	– Environs de Keur Maba (Arrondissement de Wack Ngouna)	– Pèlerinage à caractère religieux ; – Histoire locale
– Le champ (de tir) de Batanding	– Territoire gambien	– Amar Fall soutenu par Maba défait en 1962 les Ceddo ; – Lieu évoquant bataille de Saer Maty Ba contre Cap. Villiers en Gambie (1887)
– La Pierre de El Hadj Oumar	– Kabakoto (près de Kayemor)	– Rappel de la rencontre Maba - El Oumar ; – Théâtre, la pièce de A. B. Bèye : « Maba, laisse le Sine ! »
– Les restes du tata de Birane Cissé, lieutenant de Maba.	– Ndimb Birane (Com. Rurale de Kayemor)	– Tata (fondations) inachevé détruit vers 1882 ; – Histoire locale
– La tombe de Maba (décédé le 18 juil. 1867, près de Somb).	– Thiouthioune – Fandane	– Pèlerinage

Nature	Localisation	Observations
– Les tombeaux d’héritiers de Maba : Mamour Ndary, Elimane Mandiay, T. O.Bâ ; Ndiogou Sira Bâ	– Enceinte de la Mosquée traditionnelle de Maba, construite vers 1862 à NIORO	– Culte religieux ; – Histoire locale et nationale
– La tombe de Birane Dème (fondateur de Ndémène)	– Ndémène, village traditionnel d’origine toucouleur wolofisé	– Histoire locale
– La tombe de Matar Kalla Dramé (érudit contemporain de Maba, décédé vers 1875)	– NDimb Dramé	– Lieu de Gâ mou (Pèlerinage)
– La citadelle abritant le puits (33 m. de prof.) de Mame Diarra Bousso rappelée à Dieu à 33 ans (Mère de Serigne Touba)	– Porokhane	– Lieu de Pèlerinage ; – Tourisme (portée internationale)
– La Tour de Pinet Laprade (colonel et gouverneur colonial)	– Kaolack	– Servait d’observatoire stratégique ; – Tourisme et histoire nationale
– La « mosquée » de Al Hadji NDIAYE (Précurseur de l’islam dans le Rip- Badibou)	– Boumbouné, près de Médina Sabakh	– Pèlerinage traditionnel
– Bosquets pluriséculaires de Thiothio et de Ngathman	– Nioro –Est	– Culte agraire ancien de Ceddo sérèr

7-3 Situation des arts, des artistes, de la pratique religieuse, des valeurs sociétales d'hier

Il a été réaffirmé que la « région » a toujours excellé dans le domaine de la danse et de la musique populaire. A telle enseigne que l'on a parlé de l'Ecole de musique de Ngoyane (Médina Sabakh), appellation du chef – lieu d'intronisation des anciens Mansa du Rip-Badibou. Ce fut l'occasion de mettre en exergue la spécificité des instruments de musique (calebasses de yombo, bassines d'eau, etc.) ; la vocalité lyrique particulière, syncrétisme de fonds culturels sérère, manding, wolof ; les artistes de talent de renommée sénégalaise tels que Seynabou Dieng, Lissa Dieng, Sèye Bassy (hélas décédée peu avant la fin de notre tournée de restitution), Saly Mbaye...et la virtuosité du guitariste traditionnel de tous les temps, immortel même disparu, à savoir SAKO DIENG.

Néanmoins, les participants n'ont pas manqué de souligner leur impression d'être oubliés par les médias et leur manque de professionnalisme, notamment dans les négociations de contrat, et ce, malgré leurs potentialités. Et la cantatrice Saly Mbaye de déclarer sur un ton pathétique : *« Pourtant, régulièrement, des artistes de renom de ce pays viennent ici pour s'inspirer auprès de nous de notre source intarissable ! »*

Les participants ont constaté l'esprit de tolérance pour un « pays » qui assumait le rôle de porte étendard du « djihâd » unitaire au Sénégal. Autant la cohabitation des confréries musulmanes est restée harmonieuse, autant la liberté de culte de la minorité de chrétiens est réelle.

Il a été amèrement constaté l'appauvrissement des valeurs spécifiques et la floraison de contre-valeurs dus aux :

- aux apports internes caractérisés par l'abandon des parents, une ostentation des cérémonies familiales, le culte du gain facile, la délivrance d'un service public tendant à se « monnayer », un système éducatif inadapté et plutôt pourvoyeur de chômage, des comportements de déviations d'adultes, notamment de politiciens, etc. ;
- aux apports externes alimentés par les effets pervers de la mondialisation et du mauvais usage des NTIC (Internet, Chaînes de TV non maîtrisées avec leur cortège de modèles contraires à nos références, etc.).

7.4 Difficultés majeures :

- Absence de structures qui appuient l'organisation des artistes ;
- Manque d'infrastructures (locaux, matériel, etc.) ;
- Manque de professionnalisme ;
- Manque de considération des daaras qui sont les prolongements naturels d'une éducation socio familiale fortement ancrée sur l'Islam ;
- Immixtion négative du religieux dans le jeu politique ;
- La tour de Pinet Laprade à Kaolack dans le « musée de l'oubli ! » ;
- Le sens et la portée du « muñ » dévoyé ;
- Le sens du « kersa » semble être ignoré des jeunes d'aujourd'hui (accoutrement, comportements, etc.).



Une vue d'une partie du Tata de MABA DIAKHOU BA à NIORO (photo, septembre 2005)

Patrimoine presque en péril ! Négligence coupable !

7-5 Recommandations

7-5.1 Concernant les monuments, les structures traditionnelles ou confessionnelles et les vestiges du passé :

- Réhabiliter, fût-il de manière sommaire, les vestiges du tata de Birane Cissé;
- Regrouper; autant que faire se peut, les éléments matériels (pierre de Kabakoto, lit de Mamour Ndary, les canons saisis sur Pinet Laprade, etc.)
- Réhabiliter le sens et la portée de l'arbre d'adieu de Maba ;
- Susciter la mise sur pied d'une organisation censée promouvoir un tourisme solidaire dans les sites mégalithiques de Sine - Ngayène, Mabo, Kabakoto, Nganda, Mbolop Tobe, Wanar ;
- Revaloriser la présence des mbanaar situés dans la localité de Keur Yoro Khodia et du sanghé de Keur Mamadou Nèné (Arrondissement de Wack Ngouna) ;
- Eriger le tata de Nioro (patrimoine presque en péril) en musée à vocation sénégalaise ;
- Instaurer des comités de jumelage et de pacte d'amitié entre les localités et l'extérieur, avec l'appui de personnes ressources pour la promotion de ces sites ;
- Proposer aux scolaires des caravanes touristiques pour la visite de certains tombeaux, avec le guide d'historiens : Birane Dème (Ndemène) ; les héritiers de Maba (Nioro) ; Matar Kalla Dramé (Ndimb Dramé) ; la « mosquée » de Boumbouné, près de Médina Sabakh ; la mosquée et l'église de Nioro construites respectivement vers 1862 et en 1954 ;

- Réhabiliter et redynamiser les « daara » ;
- Sensibiliser les intéressés dans la création d'un cadre de concertation des religieux à l'échelle locale ;
- Organiser des « pèlerinages » à Thioutioun-Fandane, près de Somb (Sine) ;
- Sensibiliser en vue de mettre sur pied une organisation pour la commémoration du bicentenaire de Maba Diakhou BA (en 2009), considéré comme étant à la fois un résistant, un marabout panafricaniste avant la lettre, un islamisateur mû par la dynamique unitaire.

7-5.2 Concernant les pratiques artistiques, culturelles et les valeurs :

- Institutionnaliser des journées culturelles tournantes à l'échelle des communautés rurales et à l'échelle départementale, journées culturelles de Ngoyane (Projet à soumettre aux autorités décentralisées) ;
- Instaurer, par exemple tous les trois (3) ans, les journées culturelles « Pencum Rip » ;
- Appuyer les artistes dans le sens de la production d'œuvres sur place, par le biais de NTIC (recherche de partenaires) ;
- Créer des lieux de culture, notamment dans chaque communauté rurale en annexe aux « hôtels communautaires (surtout à Médina Sabakh) » ;
- Faire entendre la voix de la « région » au niveau des médias en tant que services publics, en vue de la diffusion non partisane du patrimoine culturel du terroir, au demeurant source d'inspiration de la plupart des musiciens compositeurs de la Sénégalie ; aucun des tubes du plus grand guitariste traditionnel du Sénégal n'a jusqu'ici été diffusé à la RTS depuis son décès : il s'agit du grand maître **Sako DIENG**, célèbre, entre autres, par l'hymne national interprété avec son xalam et qui suscita, à son temps, l'émoi et l'admiration de plus d'un Sénégalais dont le Président Léopold Sédar Senghor ;
- Revaloriser certaines formes de danses populaires réputées décentes et le Simb (faux lion), en voie de disparition dans certaines localités comme dans le Wack Ngona ;
- Encourager et revaloriser les pratiques du Mbaar des Njuli (Kassak et autres) en prohibant toute circoncision par des procédés traditionnels tout en magnifiant la pratique de la circoncision qui a fait ses preuves dans la réduction du taux d'infection par le VIH / Sida ;
- Réhabiliter les contes et légendes en milieu scolaire, notamment dans le préscolaire ;
- Réhabiliter **le ngor** (sens de l'honneur), **le màndu** (humilité, intégrité), **la kersa** (retenue, maîtrise de soi) tels que vécus par les anciens mais sérieusement entamés par les politiques à travers les chants, les pièces de théâtre, etc.

En somme, il incombe à l'Etat de dégager des stratégies d'intégration des valeurs traditionnelles les plus positives et les plus adaptables au contexte actuel dans tout le système éducatif de la nation (enseignement conventionnel).

3.8. GOUVERNANCE POLITIQUE

8-1. La gouvernance institutionnelle

8-1.1 La constitution

Depuis 1960 l'Etat du Sénégal s'est doté d'une constitution ou loi fondamentale constituant le socle du contrat social entre les différentes entités socioculturelles vivant en son sein. Il s'agit d'édicter un ensemble de règles définissant les rapports entre gouvernants et gouvernés d'une part (volet civique) et fixant l'organisation et le fonctionnement des institutions publiques, d'autre part (volet politique).

Sous ce rapport, le respect des principes constitutionnels constitue un gage de stabilité sociale avérée. Cependant il est constaté que cette constitution ne cesse de subir des modifications ainsi que le montre le tableau suivant :

Tableau des révisions constitutionnelles selon les décennies

<i>Intervalle d'années (décennies)</i>	<i>Nombre de révisions</i>
[1960, 1970 [3
[1970, 1980 [4
[1980, 1990 [3
[1990, 2000 [6
[2000, 2008 [14
<i>TOTAL</i>	<i>30</i>

Qu'est-ce qui justifie toutes ces modifications ? Constituent-elles des éléments de stabilité et de préservation de la paix sociale dans ce pays confronté à des difficultés sans précédent ?

Les Assises nationales ont choisi de provoquer de larges concertations autour de la question de manière à dégager des recommandations fortes qui lieront désormais l'ensemble des décideurs.

8-1.2. Perceptions des populations

A Nioro comme dans les restitutions organisées à Paoskoto, à Médina Sabakh et à Wack Ngouna, les participants ont manifesté une discrétion qui frise la culpabilité pour toutes les questions touchant à la constitution.

- Beaucoup d'entre eux avouent n'avoir jamais vu ou lu la constitution ; ils le considèrent tout à fait inaccessibles. Ces propos d'une ménagère lors de la plénière sont édifiants *« nous ne sommes pas instruites pour lire et comprendre les articles de la constitution. Les textes sont inintelligibles pour nous. Si cette constitution était traduite en langue nationale, à la limite, nous aurions pu comprendre les tenants et les aboutissants et nous déterminer. En définitive nous ne nous identifions pas à cette constitution qui a très peu d'ancrage sur nos réalités socioculturelles. »*
- Certains affirment disposer du document mais reconnaissent qu'ils ne l'ont jamais consulté.
- Une infime partie a totalement pris connaissance du document et réalise qu'il a été conçu en dehors des communautés auxquelles il est destiné. Il soutient en outre que le Sénégal ne saurait être régi par des textes qu'il n'a pas réfléchis, qu'il n'a pas conçus

Au total, l'écrasante majorité des participants continue à ruminer un profond sentiment de revanche dont les assises doivent constituer l'épilogue. *« Nous avons la conviction d'avoir été floués ! En ce jour du 18 octobre, les immenses espoirs que nous portions en l'alternance ne nous autorisaient pas à hésiter une seule fois pour dire oui à l'appel du régime en place. C'est véritablement maintenant et à posteriori que l'on se rend compte que c'est un crime parfait de concentrer toutes les attributions, tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme, fut-il la convergence de toutes les intelligences, de toutes les sciences. Nous l'avons appris à nos dépens ».*

Au total, les participants regrettent avec force que la loi fondamentale ait subi un nombre exagéré de révisions. Et souvent au gré d'intérêts particuliers et non sur une base impersonnelle, générale et consensuelle. Ce qui présente un recul eu égard aux réunions traditionnelles « référendaires » jadis constituées sous un grand arbre (Penc) et même au début des années post indépendance.

8-1.3 Recommandations

En définitive, dans une perspective de refondation de l'Etat, la totalité des participants, toutes obédiences confondues s'accordent sur les recommandations majeures suivantes :

Recommandation 1 : remettre tout à plat et s'engager collectivement dans une construction d'une loi fondamentale dans laquelle les acteurs dans leur diversité se reconnaissent.

Cela veut dire que l'on doit cesser de se situer dans une perspective où il y a d'une part un pôle qui réfléchit, qui conçoit et d'autre part un pôle qui écoute, qui s'informe. L'on doit faire confiance en la capacité de chaque individu, de chaque groupe social d'interroger ses expériences et de déposer des contributions utiles :

- à ce que doit être la loi fondamentale ;
- à une meilleure compréhension de ses éléments constitutifs ;
- à la définition des modalités susceptibles de la protéger contre toutes les velléités de modification.

Cela signifie concrètement :

Recommandation 2 : la systématisation de cette loi fondamentale dans un langage clair, intelligible, donc accessible à toutes les communautés de base

Recommandation 3 : sa reproduction dans toutes les langues nationales et sa diffusion par tous les canaux de communication possibles

Recommandation 4 : la nouvelle constitution doit être déclarée sacrée et inviolable

8.2 Le fonctionnement des institutions

8-2.1. Du Président de la République

8-2.1.1 De son âge :

Il est noté une certaine incohérence dans la Constitution, en son article 28. Car, s'il est admis un âge minimal de 35 ans, alors il doit être admis un âge maximal, en raison du fait qu'au fur et à mesure que l'on avance en âge, les facultés physiques et mentales s'altèrent progressivement.

8-2.1.2 De son budget et de ses prérogatives

Les consultations de Nioro se sont émues de la concentration de trop d'institutions et d'agences à la présidence de la république.

8-2.3. Du gouvernement et des institutions

Les consultations citoyennes dénoncent deux pratiques majeures qui plombent totalement notre développement.

- **Des ministères pléthoriques, sectorialisés et budgétivores** : les populations de Nioro s'insurgent contre une certaine irrationalité née d'une excessive sectorialité des ministères de la république !
Comment concevoir un ministère des bassins de rétention à côté d'un ministère de l'agriculture ?
Comment séparer le ministère de l'élevage de l'agriculture alors que l'on appelle toujours les agriculteurs à une forte intégration entre les deux secteurs ?
Comment dans un contexte de raréfaction de ressources sans précédent créer trois départements qui s'occupent à la fois de l'éducation ?
Un notable de Paoskoto avoue ne plus se retrouver dans le nombre pléthorique de ministères. Cette fonction est proprement dévoyée.
Toute cette architecture coûte énormément aux contribuables sénégalais ! les ministères et les agences évoluent de manière parallèle et ne développent pratiquement pas de relations de complémentarité. Chaque ministère déploie son programme et s'enferme dans une souveraineté stérile. Un regard plus sérieux sur leur mission et leur fonctionnement commande que ces ministères soient fortement diminués

S'agissant des représentations diplomatiques, elles ont totalement doublé : de 29 on est passé à 53

Recommandation : ramener le nombre de ministères à des proportions compatibles avec notre situation de développement.
En terminer avec les agences et responsabiliser les ministères
Revoir à la baisse le nombre de représentations diplomatiques

- **Des politiques publiques d'inspiration extérieure / Un dévoiement de la notion de participation** : les participants aux consultations citoyennes de Nioro sont frappés par les nombreuses injonctions du niveau central qui se traduisent par un parachutage incessant de programmes et de projets dits de développement. On nous parle de :
 - stratégie de réduction de la pauvreté ;
 - programme national de développement local ;
 - programme services agricoles et organisation des producteurs (PSAOP) ou PASAOP au Mali ;
 - programme de lutte contre le sida.

Tous ces programmes s'exécutent uniformément dans la sous région avec les mêmes objectifs, les mêmes activités, les mêmes stratégies et plus ou moins les mêmes appellations.

Qui est au départ de ces programmes et quelle logique les anime ? Les promoteurs prennent-ils suffisamment en compte nos besoins prioritaires de développement ? Ces programmes sont-ils suffisamment flexibles pour se modifier et s'adapter à nos réalités locales ?

On est tenté de répondre chaque fois par la négative compte tenu des rigueurs affichées dans l'évaluation de ces mêmes programmes

En définitive, Nioro affirme que notre développement, nos « politiques » sont fortement déterminés par les aides extérieures. Sous ce rapport, on n'est pas encore sorti du tunnel.

Recommandation : nous devons tout remettre à plat et nous accorder avec nos partenaires sur une autre manière de conduire le développement, sur de vraies politiques dans lesquelles nous nous reconnaissons.

Ces mêmes partenaires au développement continuent d'influencer très fortement la mise en place des structures ou des instances chargées de nous gouverner. Très récemment avec la bienveillance d'organisations de développement et de la société civile, ils influencent la création de structures d'observation de la gouvernance. L'Imam de Nioro, les notables de Keur Madiabel se reconnaîtront-ils dans ces formes associatives décrétées et mises en place avec la bénédiction de certains bâilleurs ? Quelle est la légitimité de ces formes d'association ?

8-2.4. De l'opposition

L'article 58 ne précise pas des espaces de liberté et d'expression de l'opposition.

Il urge de codifier l'esprit du principe démocratique : un gouvernement de la majorité sous le contrôle de l'opposition et l'arbitrage du pays (réel).

S'agissant des partis politiques, les participants se sont émus de leur nombre très élevé : 145 partis dans un pays comme le nôtre ne fait pas sérieux.

Des études sérieuses et honnêtes doivent être menées dans le sens de leur redimensionnement

Nioro pense en outre que les difficultés se posent très souvent de manière régionale. Nioro se souvient avec beaucoup de bonheur de l'époque du RDA, du PAI, des partis qui avaient une vocation panafricaine. Les partis politiques devraient s'en inspirer pour renforcer leur crédibilité et réaliser des impacts encore plus significatifs. Peut-être faut-il trouver là les éléments discriminatoires pour les partis à reconnaître au Sénégal

8-2.5. Du Parlement : l'Assemblée nationale et le Sénat

Préalable : suppression du Sénat et conservation de l'assemblée, seule institution parlementaire.

Diagnostic de taille : en se basant sur la moyenne des ratios en cours en Afrique et de l'espérance de vie du pays et de l'accroissement de la population et des contraintes budgétaires, il serait plus pertinent d'adopter un nombre de députés fixé selon une progression : le nombre initial de base étant 120 députés (minimum) et ce nombre sera révisé à la hausse, à raison de 10 députés à chaque nouvelle législature avec un maximum fixé à 160 députés. La dernière législature arrivant à terme après 20 ans. Ce qui est censé coïncider avec la tenue des Assises nationales à l'issue desquelles une décision sera prise en la matière. **Donc, des Assise nationales, tous les 20 ans !**

Par exemple :

- | | | |
|-----------|---|-----------------------|
| ○ en 2012 | : | 120 députés (minimum) |
| ○ en 2017 | : | 140 députés |
| ○ | : | |
| ○ en 2027 | : | 160 députés (maximum) |

- Pour le mode de scrutin : élection des députés
 - o Liste à la proportionnelle : 3 / 5 soit 60% du nombre total des sièges retenus ;
 - o Liste majoritaire nationale : 2 / 5 soit 40 %

8-2.6. Du pouvoir judiciaire

Préalable : Abrogation de la prérogative de nomination du Procureur par le Président de la République, lequel n'est plus habilité à présider le Conseil Supérieur de la Magistrature. Cette institution élit en son sein le Procureur de la République.

La séparation des pouvoirs : dans une république qui se respecte, il s'impose une stricte et authentique séparation des pouvoirs. Aucune espèce de confusion si petite soit-elle ne doit être entretenue entre les pouvoirs dits exécutif, législatif et judiciaire. Le cas du Sénégal est assez singulier :

- Le Président de la République est responsable d'un parti qui est extraordinairement majoritaire à l'assemblée nationale. Les députés lui obéissent au doigt et à l'œil ;
- C'est encore le président de la république qui a proposé son homme à la présidence de cette même assemblée ; c'est passé comme lettre à la poste. Les conséquences d'une telle pratique remettent fondamentalement en cause la totalité des principes qui fondent la séparation des pouvoirs : le proverbe wolof ne dit-il pas : « *kula abal bët fuko neekh ngay xool* » ; littéralement : « *tu regarderas là où te désigne celui qui t'a prêté des yeux* ». Le président de l'assemblée nationale vient de l'apprendre à ses dépens lui qui a tenté de se donner une marge de pouvoir dans le fonctionnement de son auguste institution. Il a proprement été débarqué. Mais cela veut surtout dire que le contrôle de l'action gouvernementale est totalement faible voire inexistant.
- Le président de la république est le président du Conseil Supérieur de la magistrature. Au-delà des membres de cette institution, il nomme à toutes les fonctions civiles et militaires ;
- Le président de la république dispose d'un gouvernement avec un ministre de la justice créant des rapports hiérarchiques entre l'exécutif et le judiciaire ; du coup, le pouvoir judiciaire se déclare toujours incompétent dès lors qu'il s'agit de litiges ou de points de divergence dans la gestion des affaires de l'Etat.

Pour les participants aux consultations citoyennes, la règle de la séparation des pouvoirs est simplement un mythe.

Des recommandations sont alors ainsi formulées :

- Le Président de la République cesse définitivement d'être secrétaire général d'un parti. Il est le président de tous les sénégalais ;
- Les magistrats retrouvent la plénitude leurs responsabilités dans le fonctionnement de cette institution. Ils en assureront désormais la gestion et répondront de toutes les questions qui lui sont rattachées ;
- Le poste de ministre de la justice est supprimé ;
- Réhabiliter et autonomiser l'Inspection générale d'Etat.

Au regard de toutes les difficultés énumérées, les consultations citoyennes de Nioro recommandent avec la plus grande urgence :

La création d'un Observatoire National de la Démocratie et de la Gouvernance (ONDEG) ou Pencum Sénégal dont l'objectif sera :

- de veiller à faire avancer les pratiques démocratiques, la bonne gouvernance sous tous les rapports : législatif, exécutif, judiciaire ; recueil permanent des réactions et sentiments du public en relation avec les différents pouvoirs et le Médiateur de la République ;
- de donner un avis (par exemple, tous les 6 mois, ou tous les ans) devant une Auguste Plénière* (triangulaire) réunissant les 3 pouvoirs ; le rapport rendu devra être pris en compte par les pouvoirs. En tout état de cause, les décisions peuvent être exécutoires (cas à caractère réglementaire) ou être considérées comme des recommandations (à suivre).

Composition des membres :

- 1 / 3 des membres inamovibles (personnes ressources, personnalités de renommée internationale ne « pouvant plus nourrir d'ambition politique », société civile, etc., âgés au moins de 70 ans et de 90 ans au plus ;
- 1 / 3 des membres proposés par les partis politiques sans aucune réserve partisane (Consensus) ;
- 1 / 3 des membres choisis, à l'échelle nationale parmi les légitimités coutumières, de facto (« confessionnelles », coutumières, etc.)

Durée du mandat (sièges à renouveler)

Dispositions subséquentes de ce qui précède : la composition de l'ONDEG est :

1. Renouvelable aux 2 / 3 de ses membres, tous les six (6) ans, (cela suppose que la durée du mandat du Président de la République, ainsi que celle des députés sont fixées à 5 ans).
2. En cas de décès d'un membre (inamovible ou renouvelable), il est procédé à un remplacement.
3. Les conditions et les mécanismes seront arrêtés après étude et avis des experts constitutionnalistes.
4. Le mode d'élection (ou de nomination du Président de l'ONDEG) pourrait être laissé à l'appréciation des membres (expertise des constitutionnalistes).

NB :

1. les constitutionnalistes apprécieront de la pertinence de la création de structures décentralisées (par exemple régionales) pouvant servir de relais à L'ONDEG.
2. Les membres de l'ONDEG ne sont pas salariés. Toutefois, l'Etat a l'obligation de prendre en charge le budget de fonctionnement, les dépenses s'y afférentes notamment les frais d'hébergement, de déplacement et autres.

8-3. Gouvernance locale

8-3.1. Décentralisation

Le processus de décentralisation très ancien au Sénégal est enclenché à partir de 1884, avec la création des quatre communes (Saint Louis, Dakar, Rufisque, Gorée).

- Les habitants de ces quatre communes étaient des citoyens français jouissant de plusieurs avantages liés à leur statut ; à côté de ces citoyens, les autres sénégalais, la majorité, étaient des sujets français. L'érection de ces quelques communautés de base, où étaient alors un grand nombre de métissés franco-sénégalais participait également d'un choix stratégique conforme à la politique coloniale du « diviser pour régner ».

- C'est seulement en 1955, que le statut de commune a été élargi à dix autres communes amenant le nombre total des collectivités locales à quatorze.
- Le mode d'organisation de l'administration coloniale a été repris, à quelques retouches près (changement d'appellation des entités administratives : la région remplace le cercle ; le département, la subdivision ; enfin l'arrondissement, le canton), par l'Etat du Sénégal après son accession à la souveraineté internationale. Il connaîtra dans le temps et de façon progressive des initiatives de réforme sous la forme d'un processus de décentralisation.
- La date la plus marquante des réformes qui se sont succédé au Sénégal indépendant est celle du **17 juin 1964**, qui a vu l'assemblée nationale voter la loi sur le domaine national. C'est dans la même année, lors du congrès de l'Union Progressiste Sénégalaise que, le Président Senghor avait manifesté son désir de nommer des Conseillers ruraux ; ces derniers devaient l'aider à mieux asseoir les réalités de la première réforme sur le foncier qui faisait tomber les vestiges du Lamanat (propriété terrienne traditionnelle).
- L'élaboration du code de l'administration communale est survenue en **1966** dans l'optique d'impliquer les populations à la base dans la gestion concertée des affaires publiques. La création d'un poste de Premier Ministre en **1970** s'inscrit dans cette même dynamique.
- La volonté de changer découle de l'inefficacité avouée de tous ces systèmes de gouvernance. L'inefficacité constatée aura fini par entamer, de façon sérieuse, la crédibilité des différents pouvoirs centraux successifs et entraîner à chacune de ces époques (coloniale et après indépendance), des conséquences désastreuses sur le plan économique, social et culturel.
- Des situations de crises répétées qui conduiront forcément les tenants de ces systèmes étouffants, à rechercher des voies de manœuvres atténuantes en initiant des approches et des politiques dites « nouvelles » de gouvernance locale.
- La régionalisation survenue en 1996 avec les lois 96-06 du 22 Mars 1996 portant code des collectivités locales et 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales, vient confirmer la volonté de l'Etat de renforcer la participation des populations à la gestion des affaires publiques.
- Cependant toutes ces nouvelles mesures de réforme institutionnelle (libération des initiatives à la base, responsabilisation des producteurs, nouvelles politiques agricoles ...) loin d'être des initiatives consciemment réfléchies avec les acteurs à la base et émanant d'un besoin réel de changement qualitatif dans les formes de gouvernance locale, apparaissent, au regard des contextes, comme des échappatoires pour des gouvernants, acculés à la fois, par des menaces de révoltes populaires et les injonctions des institutions de BRETTON WOODS sur l'obligation d'appliquer des mesures d'ajustement structurel et d'organiser le désengagement de l'ETAT. Cependant le manque de formation conséquente des acteurs institutionnels et des autres acteurs de la société civile chargés de la gestion de la gouvernance du développement local a toujours constitué la limite objective de ces réformes.
- Le système de la démocratie de représentation, il est vrai, a ses risques ; des inconvénients qui deviennent chez nous d'autant plus destructeurs qu'à côté des élus locaux surtout, qui changent selon les régimes, les partis politiques, les tendances dans ces partis, les échéances électorales, il n'y a quasiment rien pour assurer une bonne stratégie de développement.
- C'est en cela que la réflexion collective, sur les réalités de la décentralisation et de la déconcentration, que les consultations citoyennes tentent de susciter avec les acteurs à la base gagne en pertinence.

8-3.2. Principales difficultés :

Les élus locaux et les citoyens tout court conviennent des contraintes suivantes :

- **une érosion d'un sentiment d'appartenance à un même « pays », à un même département**

Les textes fondateurs de la décentralisation disent des communautés rurales qu'elles sont des collectivités unies par

Près de cinquante années après les indépendances, Nioro continue à être le seul chef lieu de département qui ne soit pas relié par route à près de 35% de sa population ; des sentiers scabreux ont fini de déstructurer des populations riches d'un patrimoine historique, économique et culturel commun. C'est un véritable parcours du combattant pour les habitants de l'arrondissement de Wack Ngouna, ceux des communautés rurales à l'Est de Nioro de répondre aux rencontres, aux cérémonies organisées dans leur capitale départementale. Ils sont aujourd'hui polarisés par Kaolack, par Passy, par Kaffrine, par la Gambie : difficile dans ses conditions de réfléchir et d'entreprendre ensemble.

- **Une pseudo-responsabilisation source de beaucoup de frustrations ; « *Am waaye bu ko say yoxo laal !* », traduction littérale : « *Prends, mais n'y touche pas !* ».**

Pour les élus locaux, voilà ce qui caractérise la décentralisation

De manière générale, les grandes décisions supposées promouvoir le développement des collectivités locales sont réfléchies et décidées en dehors des principaux intéressés. A Nioro, les budgets des collectivités locales du département qui tournent en moyenne autour de 15 à 20 millions sont très insuffisants. Les fonds de dotation ou de concours n'y peuvent rien ! La prise en charge de difficultés aussi structurelles que l'éducation, la santé et les problèmes environnementaux est devenue impossible. Alors prétendre responsabiliser les collectivités locales devient simplement une utopie

Par ailleurs ils déplorent énormément de lenteurs nées des approbations par l'autorité administrative. L'Etat continue à être drôlement présent. En tout état de cause, les élus locaux ont l'intime conviction que les domaines transférés ont été sciemment sélectionnés en raison de leur nature complexe et des difficultés que requiert leur gestion.

- **Une prégnance, voire une immixtion tous azimuts de la politique dans le fonctionnement de l'administration locale ; les élus locaux sont fragiles, plutôt fragilisés.**

Les problèmes d'aujourd'hui sont d'une telle étendue, d'une telle ampleur et d'une telle complexité que l'élu se doit de prendre suffisamment de hauteur vis-à-vis des ruses politiciennes, vis-à-vis des intérêts particuliers afin de s'impliquer en citoyen tout court dans toutes les causes qui engagent son pays, son terroir.

Mais les conseillers sont-ils suffisamment informés et formés pour s'élever au dessus de textes encore inaccessibles, toujours inintelligibles, bien souvent en rupture avec la culture et les bonnes pratiques des milieux auxquels ils s'adressent ?

Nioro enregistre deux Présidents de Conseils Ruraux et une bonne cinquantaine de conseillers ruraux (arabophones) qui n'ont pas été alphabétisés en français. Ils connaissent suffisamment leurs « pays » et les hommes ; ils ont la confiance des populations dont ils défendent les préoccupations avec beaucoup de détermination.

Leurs savoirs sont gommés ; leurs qualités et leurs connaissances hautement intellectuelles sont ignorées et des pièges multiformes leur sont tendus pour simultanément les disqualifier et au besoin confier leurs collectivités locales à des délégations spéciales.

Sont-ils suffisamment COSTAUDS pour résister aux pressions de politiciens très peu intéressés à la construction nationale, sourds aux appels de redressement de la République,

Témoignage du Président du Conseil rural de Ndramé Escale



« Lors de la distribution des semences, une commission a été mise en place dans chaque communauté rurale ; les textes disent que le président doit être obligatoirement un agent de l'Etat désigné par le Sous-préfet. A Ndramé Escale, le chef de secteur des Eaux et Forêts a été choisi comme président. Le président du Conseil rural que je suis ainsi que toutes les organisations y avaient un représentant. Un jour, le gérant du secco a décelé un manquant d'environ 30 sacs d'arachides et l'a signalé à la commission. Celle-ci, souverainement a décidé de vendre une certaine quantité à un prix supérieur au prix de vente normal.

Le bruit a alors couru dans toute la communauté rurale et certains éléments du PDS ont porté plainte à la gendarmerie de Nioro pour cause de détournement. Après enquête, le dossier a été classé sans suite.

Un mois après, le Chef de l'Etat a agité la question des délégations spéciales ! Il faut déceler des fautes dans la gestion d'un président pour que sa collectivité locale soit confiée à une délégation spéciale. Les mêmes éléments du PDS s'empressèrent alors à porter l'affaire à la gendarmerie de Kaolack. Celle-ci procéda à l'arrestation et des membres de la commission (certains du PDS furent tout de suite libérés) et du Président du Conseil rural que je suis. Notez qu'au même titre que le sous-préfet, je n'ai jamais été membre de la commission de distribution des semences. Ce Sous préfet n'a jamais été inquiété ; quant à moi, j'ai été jeté à la prison comme un vulgaire malfrat.

Lors du jugement, certains s'en sont tirés avec une amende et une condamnation par sursis. Je fus libéré au bénéfice du doute. Notez une deuxième fois que j'ai passé 53 jours en prison. Notez une troisième fois qu'un Imam qui n'a commis que le tort d'acheter 2 sacs de d'arachides a aussi passé 53 jours en prison»

- **Des formations en rupture avec le capital éducationnel et linguistique des populations de base** ; la plupart des formations jusqu'ici dispensées se sont adressées aux conseillers ruraux ; elles se caractérisent par une certaine verticalité. Ce sont des formations standardisées qui ignorent la psychologie de l'adulte, ses pré requis, ses attentes et ses angoisses. Il n'y a pas d'effort de compréhension des situations locales encore moins des méthodes et instruments locaux d'acquisition des connaissances. On réfléchit en français si on n'utilise pas simplement le français.

S'agissant du Conseil municipal de Nioro, il doit être fortement renforcé en matière :

- de planification participative ;
 - de négociation stratégique ;
 - développement de partenariat ;
 - de mise en place d'un programme culturel qui entretienne et vivifie l'extraordinaire patrimoine historique du Tata de Maba Diakhou et des nombreux vestiges qui leur sont rattachés.
- **Des administrations locales non inclusives parfois illégitimes et très insuffisamment préparées à la mission de pilotage du développement local ;**

8-3.2. Recommandations méthodologiques :

La résolution des problèmes que rencontrent les élus locaux dans leurs missions de délivrance de service public, passe d'abord par une forte posture méthodologique ainsi articulée :

- **Faire confiance aux acteurs dans leurs diversités** : l'époque de la pensée unique est révolue. Il n'y a pas une décentralisation ; il y a des décentralisations. C'est-à-dire que nous devons croire en la capacité de chaque acteur à réfléchir sur sa situation, à formuler des propositions et à les prendre en charge dans la durée. Les assises sont intervenues à des moments cruciaux, des moments difficiles qui ont fini par convaincre les uns et les autres à croire en eux-mêmes dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de sortie de crise. Ils sont riches d'expériences positives ou négatives. Tous les participants ont affiché leur détermination à participer de manière substantielle à la construction d'un développement à la mesure des défis multiformes auxquels ils sont confrontés, un développement qu'ils prendront totalement en charge.
- **Fonder la gouvernance sur des légitimités fortes** : sous l'impulsion de la plupart des partenaires au développement, énormément d'organisations se créent et prétendent représenter les communautés de base. Au nom de populations totalement sous informées, on crée ici des observatoires de la gouvernance ; on décrète là des cadres de concertation. De quelle légitimité dispose-t-on pour mettre en place de telles organisations ? Les consultations citoyennes de Nioro plaident pour des approches lentes, progressives, susceptibles de générer des formes d'organisation dans lesquelles se reconnaît la diversité des acteurs. Ce sont ces organisations là qui seront légitimées pour assurer le portage du développement auquel rêvent tous les participants aux consultations citoyennes
- **Réaliser que le développement est certes une question de moyens, mais qu'il est avant tout une question de démarche, d'approche méthodologique** : pendant longtemps on a pensé qu'il suffit que les moyens soient là pour que le développement se produise. La réalité est tout autre. Beaucoup de fonds, de matériel ont été déposés dans le monde rural sans que ne se produisent les changements escomptés. Les participants aux assises sont formels : les récentes politiques et programmes qui se sont succédés principalement le Plan REVA, les bassins de rétention, les « opérations » maïs, bissap, manioc, les subventions en semences et intrants, les bassins de rétention ont été de grandes déceptions.
- Nioro estime qu'il est temps de rompre avec les démarches verticales, dites d'autorité les actions d'éclat qui ignorent les capacités constructives des populations dans leur diversité, qui visent le seul court terme. Il est aujourd'hui admis que seules les démarches concertées sont de nature à garantir l'atteinte des objectifs tant les acteurs auront participé à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes.
- **Investir dans le local** : le développement s'il se veut durable, doit s'appuyer forcément sur les acteurs à la base qui se prononcent sur les atouts susceptibles d'accélérer leur développement, sur les limites capables de les freiner. C'est un premier niveau de conscience. C'est ensuite en parfaite connaissance de cause que ces mêmes acteurs s'engageront dans des perspectives de changement dans lesquelles ils se reconnaissent ; ils s'empresseront de les évaluer et de se définir d'autres itinéraires qui améliorent davantage leurs conditions de vie. « Retournons à la base, donnons davantage de crédit au local » se sont exclamés les élus locaux. Il y a comme une invite forte à reconnaître le local comme niveau stratégique de refondation de la gouvernance en général, au Sénégal en particulier. Il faut inverser l'approche en donnant d'abord au niveau local le choix et la possibilité de se prononcer sur les missions qu'il veut et qu'il doit prendre en charge.

– **Relier le local aux autres échelles de gouvernance :**

- Pourquoi réfléchir la question des inondations et des ravinements dans la seule communauté rurale de Kaymor ? Pourquoi se limiter au seul département de Nioro quand on sait que les parties hautes qui favorisent le ruissellement des eaux se trouve à Kaffrine ?
- Selon un conseiller rural de la communauté rurale de Paoskoto, « le bon sens veut que l'on soit très attentif au local qui est en définitive un espace à géométrie variable ; nous devons nous convaincre que ce local est largement déterminé par le type d'activité que nous menons ; cela veut dire que nous devons constamment être en quête d'un espace pertinent qui ne s'accommode pas des limites administratives telles que configurées, des limites dans lesquelles on a tendance à s'enfermer avec un orgueil mal placé »
- En tout état de cause, Nioro a fini de se rendre compte que son développement est étroitement tributaire des modalités par lesquelles les changements se produisent en Gambie qui lui est proche, à Kaolack où se réalise l'essentiel de ses ravitaillements, à Dakar qui concentre la frange la plus active de sa population.

8-3.3. Recommandations opérationnelles

Une fois ces préalables résolues, il importe de façon concrète d'approfondir la décentralisation qui commande de :

– **Repenser la décentralisation :** nous devons réaliser que nous arriverons difficilement à nous développer à partir de structures, d'institutions que nous n'avons pas inventées.

Les populations se reconnaissent-elles dans les structures chargées de promouvoir le développement ? Quelle légitimité leur est conférée pour qu'elles prétendent au pilotage du développement ?

Il importe de faire l'analyse, le diagnostic institutionnel de ces formes d'organisations de manière à s'orienter vers des formes de gouvernance plus légitimes plus inclusives.

Une large réflexion impliquant la totalité des acteurs sociaux, les services administratifs et techniques, les partenaires au développement doit donner plus de visibilité sur :

- a. Quelle décentralisation promouvoir pour quelles collectivités locales ;
- b. Quelles compétences, quelles responsabilités à transférer à ces collectivités à la lumière de la situation actuelle du pays ;
- c. Quelles ressources, quels moyens ?
- d. Quel statut pour l' élu local ?
- e. Quelles formes de collaboration avec les partenaires au développement directement ou indirectement impliqués dans le processus de gestion du développement dans les collectivités locales ?

MAIS D'ORES ET DEJA

1. Désenclaver le département par le bitumage de routes qui relient les agglomérations du département : cela participe de la reconstruction d'un sentiment d'appartenance à un même terroir.

2. S'engager dans une responsabilisation plus effective et plus large des élus locaux.

Il s'agit de s'engager dans une réflexion qui permette une meilleure responsabilisation des collectivités locales, une meilleure définition des rôles et responsabilités entre le pôle national et le pôle local ; il s'agit enfin de dégager les moyens intellectuels, matériels et financiers à la hauteur des défis auxquels les collectivités locales sont confrontées.

Par ailleurs, nous sommes dans un département rythmé par l'agriculture. Nioro a des ressources humaines qui se sont longtemps investies dans les questions agricoles. Les participants apprécieraient très favorablement que cette compétence leur soit transférée.

3. **Prendre en compte la réalité des pays frontières :** le département de Nioro compte quatre communautés rurales qui sont toutes limitrophes à la Gambie. Il s'agit des communautés rurales de Ngayène, Médina Sabakh, Porokhane et Keur Maba Diakhou. Elles partagent de part et d'autre 120 Km de frontières. Ces populations unies par l'histoire et la géographie, partagent les mêmes préoccupations, économiques et sociales. Elles sont concernées par des difficultés aussi criardes que le ravinement, la dégradation des sols et les maladies endémiques comme le paludisme et la SIDA. Durant les assises, les élus locaux et les communautés de base ont manifesté le besoin de se concerter de façon institutionnelle avec leurs parents gambiens. Ils appellent à l'émergence d'espaces plus pertinents qui leur permettraient de réfléchir plus collectivement sur leurs problèmes spécifiques et de leur trouver des solutions qu'ils prendront plus efficacement en charge. Les pouvoirs publics se doivent d'observer les actes qu'ils posent quotidiennement et de les systématiser en tant qu'efforts d'intégration des peuples.


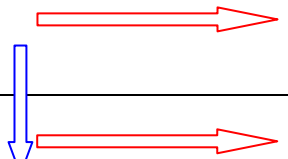
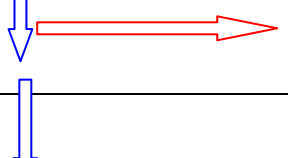
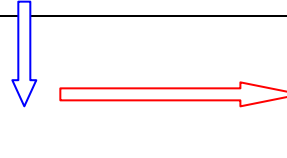
Pourquoi ne réfléchirait-on pas à une politique agricole commune entre le Sénégal et la Gambie ?

4. Réaliser autrement les programmes de renforcement des capacités

Nous sommes dans un département où les populations vivent harmonieusement leurs traditions d'agriculteurs et d'adeptes du Coran et de la Suna. Toute formation qui se veut efficace doit prendre en compte ces dimensions

5. **S'engager dans la mise en œuvre d'espaces de réflexions, de mutualisation et de propositions.** L'exemple de Symbiose peut servir de base de réflexions. En tant qu'organisation d'appui au développement local, Symbiose s'est investi avec les élus locaux, les dépositaires d'enjeux et les organisations de développement (GPF, associations villageoises, GIE etc.) dans huit communautés rurales dont six dans le département de Nioro du Rip (Kaymor, Médina Sabakh, Ngayène, Paoskoto, Taïba Niassène et Porokhane) et deux dans le département de Kaffrine (Nganda et Mabo) dans la promotion d'organisation communautaires de base chargées d'impulser une dynamique de participation de tous les acteurs à la construction d'une démocratie sociale de proximité. Ces organisations dénommées Penc de par leur appellation renvoient à plus de concertation, de dialogue et de réflexions collectives dans la formulation des politiques endogènes de développement. Conscientes des avantages comparatifs que ces Penc leur procurent, contrairement aux organisations pensées et réfléchies ailleurs, les acteurs concernés ont favorisé une fédération de ces derniers pour qu'elles soient les relais stratégiques des élus et de leurs mandants pour l'avènement d'une autre forme de gouvernance sociale, économique et politique. Ils tirent leur légitimité des Keppars qui sont des cadres de concertation villageois et Interkeppar qui pour leur part regroupent un ensemble villageois partageant directement les mêmes réalités. Loin d'être des panacées pour la réalisation d'un développement linéaire, ces organisations doivent être appuyées davantage par les pouvoirs publics afin de les rendre plus efficaces.

6.

STRUCTURATION			
Keppaar		Niveau village	Toutes les décisions en engageant la vie du village sont prises collectivement par les acteurs concernés
Interkeppaar		Niveau Inter village	Les acteurs de différents villages, communautés rurales partageant mêmes réalités socioculturelle se retrouvent pour discuter et planifier les actions susceptibles de leur procurer un bien être social
Penc		Niveau communautaire	
Interpenc		Niveau Intercommunautaire	

7. Concevoir un statut des élus locaux : c'est une urgence pour d'une part éviter des déstructurations préjudiciables à des sociétés qui ont toujours vécu en parfaite solidarité, d'autre part tirer le maximum de bénéfices de ressources humaines qui ne demandent qu'à extérioriser leur talent.

8. Le pluralisme médiatique : les participants aux consultations citoyennes ont eu une lecture très différenciée des médias.
Les médias audio visuels : en même temps qu'ils se félicitent de la décentralisation de la radio nationale qui est reçue assez laborieusement sur l'espace départemental, les participants flétrissent avec la dernière énergie la télévision nationale qui s'est pratiquement muée en instrument de propagande du PDS. Les participants s'élèvent contre des émissions pratiquement obscènes qui se diffusent essentiellement aux heures de prières. C'est irrespectueux des us et coutumes des milieux auxquels ces émissions s'adressent.

Recommandation 1 : le Haut Conseil de l'Audio visuel doit être collectivement repensé dans ses attributions et sa composition. Il doit être évalué par une commission dans laquelle les partis politiques sont représentés

Ils se félicitent de l'avènement de télévisions privées (2STV et Walf TV) qui apportent des informations contradictoires. Malheureusement l'éloignement et le coût des abonnements ne favorisent pas toujours leur bonne distribution. Les participants regrettent que leurs émissions mettent trop l'emphasis sur des faits divers au détriment des réelles questions de développement qui agitent le pays. Ce jour de ... à Médina Sabakh, il aurait été sublime que Walf TV ou 2STV apportent un cinglant démenti au ministre de l'agriculture qui soutenait qu'aucun paysan ne bazarde sa production arachidière.

Pour les participants, tout se passe comme si le sensationnel (une politicienne qui a détourné un billet pour La Mecque) doit l'emporter sur des informations susceptibles d'accélérer la fixation du prix de l'arachide.

Recommandation 2 : repenser la formation aux CESTI et dans les Institutions de formation privées et recycler les journalistes en exercice

Ils estiment néanmoins que ces médias et les radios privées apportent des informations autrement plus formatrices. Ils devront toutefois faire des efforts supplémentaires dans le sens d'apporter une information plurielle en rapport avec les valeurs de civilisation du département.

Recommandation 3 : les médias privés doivent bénéficier de subventions de l'Etat

Les participants réalisent que le développement appelle des instruments de communication plus puissants plus proches des communautés ; ils souscrivent à l'installation de radios communautaires dans chaque département ; ceci participerait grandement à capitaliser des patrimoines historiques en déliquescence, des expériences socio économiques à l'intention des jeunes générations.

Recommandation 4 : l'installation de radio communautaire à l'échelle du département

4. SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

La mise en perspective de la totalité des rapports sectoriels et des discussions en plénière se résume à des recommandations sectorielles déjà inscrites dans le chapitre sur les examens des thématiques. Cette partie a la vertu de donner davantage de visibilité aux recommandations générales telles que suggérées par les participants aux consultations citoyennes

1. Il s'impose d'ores et déjà à l'Etat sénégalais de revisiter en profondeur ses rapports avec ses partenaires au développement et les grandes institutions spécialisées.

Les collectivités locales, les structures de représentation des populations vivent très mal les grands projets et programmes qui leur sont parachutés sans qu'elles aient participé à leur conception et aux modalités de leur mise en œuvre :

- Elles ne se reconnaissent pas dans les contenus standardisés et parfois superficiels des programmes de lutte contre la pauvreté ; tout se passe comme si ces structures n'ont pas saisi l'exacte mesure des difficultés telles que les populations les vivent quotidiennement.
- Pourquoi avoir privilégié le coton dans un pays qui a toujours vécu de ses cultures vivrières ?
- Les programmes qui se proposent de contribuer à l'amélioration de la santé des populations ne se comptent plus ; (lutte contre le paludisme, lutte contre la lèpre, lutte contre le sida etc.) Au bout du compte, les populations n'ont jamais été autant malades. Pour les populations, il y a manifestement des imprécisions de diagnostics, des orientations en rupture avec les besoins des populations dans leur diversité, des dispersions d'efforts, des manques de concertation ; tout ceci engendre des frustrations, des révoltes.
- Les Programmes de développement de l'éducation (PDEF) sont sources de beaucoup de frustrations, de grèves répétées largement préjudiciables à l'école sénégalaise.

Tout se passe comme si notre développement est déterminé par les institutions financières internationales, les grandes agences de développement extérieur qui fixent les objectifs, les éléments de contenu et les modalités de réalisation. Pour les participants aux consultations citoyennes, cette tendance à s'accommoder de programmes ronflants et sans grand impact sur la vie des sénégalais doit cesser ; c'est du rôle de l'Etat de s'y employer en donnant à la gouvernance politique une autre signification.

Rupture dans les comportements et les méthodologies : cette exigence interpelle aussi bien les partenaires extérieurs que l'Etat et tous ceux qui se veulent des « spécialistes » du développement.

Les promoteurs des programmes dits structurants s'inscrivent dans des approches irrespectueuses des logiques dans lesquelles fonctionnent les populations. Ils s'appuient le plus clair du temps sur des consultants extérieurs qui auraient déjà prouvé leurs compétences sous d'autres cieux. Elles doivent définitivement se convaincre qu'elles ont largement participé à la déstructuration du tissu social, qu'elles ont dans une certaine mesure contribué à l'exacerbation des tensions et des conflits.

Pour les participants aux consultations citoyennes, Les institutions financières internationales et les grandes agences doivent cesser d'être des donneurs de leçons. Nioro suggère que les

stratégies soient désormais plus inclusives, plus attentives aux besoins des populations et aux réalités des milieux auxquels elles s'adressent.

Le pays regorge de suffisamment d'intelligences et de militants du développement qui ne demandent qu'à mettre leurs savoirs et leurs connaissances à la disposition de leur pays. Nioro exige que les sénégalais soient privilégiés dans le recrutement des consultants.

S'agissant de l'Etat, il doit définitivement réaliser que l'ère des programmes réfléchis en dehors des populations est totalement révolue. Aucun Etat, aucun système, aucune personne fut-elle le dépositaire de toutes les intelligences et de tous les savoirs ne peut à lui seul promouvoir le développement. Les opérations manioc, bissap, maïs et autres sont sans grand effet sur des populations de Nioro qui s'estiment être largement instrumentalisées. Les populations connaissent suffisamment leur terroir ; depuis bientôt une cinquantaine d'années, elles sont témoins des réussites et des échecs enregistrés dans leur terroir. Alors prétendre les développer à leur insu est simplement discourtois, inefficace et non durable. Les populations invitent à des comportements plus en rapport avec les intérêts supérieurs des populations dans leur diversité. Sous ce rapport, les pratiques discriminatoires pour des raisons politiciennes, personnelles ou autres ne doivent plus prospérer ; la constitution est sacrée ; les ressources de l'Etat doivent être gérées avec rigueur.

Cette interpellation vaut aussi pour l'ensemble des chercheurs, des techniciens, des agents de développement.

Leur engagement se mesurera à leur capacité à toujours consacrer la centralité des communautés de base dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et projets les concernant.

2. **Repenser les politiques et les programmes** : c'est un impératif ! Il n'est aucune commission des consultations citoyennes de Nioro qui n'ait insisté sur l'urgence de tout remettre à plat, de se définir une autre vision pour notre pays le Sénégal. Les difficultés actuelles sont d'une telle étendue et d'une telle ampleur qu'il n'est plus moralement acceptable de se contenter de changements ponctuels ou de simples aménagements qui ne feraient que compliquer des situations déjà largement compromises. C'est du réalisme et du courage qu'il faut à chaque sénégalais et à chaque sénégalaise ; si l'on veut s'engager résolument dans les chemins du développement durable, alors remettons tout à plat et repensons nos politiques et nos programmes.
3. **Des mesures s'imposent d'ores et déjà relativement aux secteurs analysés**
 - a. **En matière de gouvernance**, les participants proposent des mesures drastiques de réduction du train de vie de l'Etat à travers
 - i. Un gouvernement plus restreint avec des compétences plus complémentaires
 - ii. Des agences nationales pour la plupart supprimées ; il faut éviter des conflits de compétences
 - iii. Des représentations diplomatiques en rapport avec les besoins réels du pays
 - iv. Une décentralisation qui valorise le local, qui redonne le pouvoir et les compétences à des Conseils légitimes, efficaces parce que formés selon une andragogie qui s'appuie profondément sur leurs prérequis.
 - b. **L'environnement** recevra un traitement de choc ; la question du ravinement est trop sérieuse pour être laissée aux seules mains des populations. Déjà les superficies cultivables sont considérablement amoindries. Dans le même ordre d'idées, des programmes concertés de gestion de l'environnement seront réalisés avec les structures de représentation des populations
 - c. **L'agriculture appelle un soutien fort de l'Etat** : cela se traduira par :

- i. Une politique plus claire plus visible qui tienne compte des ressources et potentialités de chaque terroir
- ii. Une véritable maîtrise de l'eau au travers d'aménagements qui freinent l'avancée du sel, d'ouvrages qui recueillent les eaux de pluie et qui curent les mares, de forages pour permettre l'alimentation du bétail
- iii. Des programmes de contre saison qui fixent définitivement des jeunes portés vers l'exode

d. l'éducation et la santé appellent des concertations franches pour apaiser les tensions. Des négociations s'ensuivront pour :

- trouver une solution radicale à un quota sécuritaire qui porte beaucoup de tort à une société longtemps assise sur ses valeurs de civilisation

Renégocier les programmes de santé en cours et permettre que les communautés de base y prennent une part active

Redéfinir une carte sanitaire qui facilite les déplacements des malades

- d. Toutes ces activités ne retrouveront leur plénitude qu'avec la construction de bonnes routes qui désenclavent totalement les onze communautés rurales du département. Les populations pourront ainsi se retrouver régulièrement, réfléchir et entreprendre ensemble.
- e. Ce n'est qu'à ce prix que des causeries dans les maisons, dans les villages sur un **patrimoine historique religieux et culturel réhabilité** contribueront à revivifier les valeurs sur lesquelles cette partie du Saloum s'est toujours fondée. Un notable le disait à Nioro : « Toutes les sources de vertu ne sont pas taries

CONCLUSION

Les travaux en commission et en plénière ont suffisamment rendu compte des situations difficiles que vivent quotidiennement les sénégalais. Les participants aux consultations citoyennes de Nioro les ont relatées à leur manière, sans langue de bois, dans des termes parfois heurtés, souvent sarcastiques mais toujours empreints d'amitié et de solidarité. Ils ont magnifié l'extraordinaire opportunité qui leur a été offerte de fraterniser avec des amis, des collègues, des parents, avec des citoyens tout courts que des routes exceptionnellement dégradées ont longtemps séparés.

Toute cette réflexion, toutes ces productions ont été possibles grâce aux Assises nationales ! Alors **institutionnalisons cet évènement** pour chaque fois nous enrichir de nos différences, c'est-à-dire de nos valeurs complémentaires.

A N N E X E S

I./ Bureau des assises départementales:

N°	Prénom(s) et Nom	Fonction	Profession	Localité
1	Cheikh BA	Président	Consultant	Nioro
2	Abdoul Aziz SY	1er Vice président	Instituteur	Nioro
3	Ndéye awa KEBE	2eme Vice présidenet	Institutrice	Keur Madiabel
4	Saly MBAYE	3eme Vice présidente	Artiste Compositeur	Médina sabakh
5	Macoumba DIOP	Président de la commission scientifique	Ingénieur Agronome	Nioro
6	Adama DIAGNE	Président de la commission chargée de l'organisation et des finances	Gestionnaire	Nioro
7	El hadji Ousseynou DIOP	Président de la commision chargée de la communication Constitution :	Professeur	Nioro
8	Malick BA	Rapporteur général	Sociologue	Nioro
	Tous les présidents de Communauté rurale			11 communautés rurales
	14 membres composant le Task Force du Comité provisoire chargé de l'installation du bureau départemental			Département

II./ Commissions Thématiques:

N°	Commissions	Prénoms et Nom	Fonction
1	Agriculture, Pêche, Elevage	Gorgui DIOUF	Président
		Macoumba DIOP,	Rapporteur
2	Environnement et développement durable	Ousmane NIANG	Président
		Abdoul Lahad GUEYE	Rapporteur
3	Gouvernance économique	Diaguidia FOFANA,	Président ;
		Moustapha THIAM,	Rapporteur
4	Santé	Ndiogou BA,	Président
		Souleymane SALL,	Rapporteur
5	Education et formation	Magaye DIALLO,	Président
		Saliou SENE,	Rapporteur
6	Gouvernance sociale	Adama DEME,	Président
		Malick DiENG,	Rapporteur
7	Culture, société et religion	Ndiogou DIANKHA,	Président
		Mamour SECK,	Rapporteur
8	Gouvernance politique	Abdou BA,	Président
		Demba SY,	Rapporteur

III./ RESULTATS DES “SEPO”

3.1/ Gouvernance politique

3.1.1 constitution

<i>Succès :</i>	<i>Echecs</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Consécration formelle des principes fondamentaux d’une république ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Tripatouillage de la constitution à des fins politiciennes ; trop de placages ! – Absence totale de concertation dans l’élaboration de la loi fondamentale – Inspiration étrangère – Ecriture équivoque de certains textes qui laissent à des interprétations diverses ; – Analphabétisme de la majorité de la population qui ne permet pas la bonne compréhension de son contenu. – La constitution n’a jamais été restituée aux sénégalais ; – La Constitution est comme un mythe, quelque chose d’inaccessible aux sénégalais – La loi fondamentale est désacralisée. Elle est systématiquement modifiée pour des raisons électoralistes

3.1/2 Séparation des pouvoirs :

<i>Succès :</i>	<i>Echecs</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Existence de 3 pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire ; – Il y avait une certaine tendance à séparer les différents pouvoirs – Existence explicite d’institutions de la République (exécutif, législatif et judiciaire) ; – Définition plus ou moins claire des 	<ul style="list-style-type: none"> – Le pouvoir exécutif inspire et régenté tous les autres pouvoirs – Confusion entre les affaires du parti et celles de l’Etat ; le palais présidentiel se confond au siège du parti au pouvoir – La République prend un sacré coup ! – Banalisation de la fonction de ministre ; – La politisation de l’administration et du pouvoir

<p>lettres de missions de chaque pouvoir et des relations qu'ils doivent avoir ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Institutionnalisation des rapports fonctionnels entre les différents pouvoirs ; – Consécration des missions de chaque pouvoir dans la charte fondamentale ; 	<p>judiciaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Initiative de la loi dominée par le pouvoir exécutif : les projets de loi sont supérieurs aux propositions ; – Contrôle non effectif de l'action du gouvernement ; – Le pouvoir judiciaire se déclare incompétent quand il s'agit de litiges ou de points de divergence dans la gestion des affaires de l'Etat ; – Monopole de l'exécutif sur les autres pouvoirs ; – Pléthore d'agences nationales qui concurrencent les ministères ; – Pléthore de ministres ; – Création d'institutions inutiles (comme le Sénat). – Les représentations diplomatiques ne se comptent plus – Manque d'indépendance des pouvoirs législatifs et judiciaires ; – Majorité mécanique à l'assemblée nationale ; – La présence d'un ministère de la justice ; – L'existence d'un conseil supérieur de la magistrature dirigé par le Président de la République et le ministre de la justice ; – Non respect des règles constitutionnelles sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs par le Président de la République.
---	--

3.1.3 Décentralisation

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Essai de responsabilisation de la base dans les prises de décision ; – Début de participation des populations à la gestion de la localité ; – Des organisations de la société civile s'impliquent 	<ul style="list-style-type: none"> – Gouvernance et gestion de proximité ; – Développement à la base
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Décentralisation mal pensée – Conseil rural peu inclusif, très peu représentatif de la diversité des acteurs – Insuffisance de formations et de qualifications des élus ; – Insuffisance des moyens financiers pour la gestion des compétences transférées ; – Difficultés d'accès aux services déconcentrés de l'Etat (signature de conventions type) – Approbation de l'autorité administrative sur le plan domanial et financier ; – Prégnance de l'autorité administrative – Insuffisance de ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> – Insuffisance d'une volonté ferme d'aller vers une décentralisation véritable – Les stratégies de décentralisation sont très peu visibles – La non implication de la pluralité des acteurs – Choix des élus (niveau très bas) – Bien des textes réglementaires sont tombés en obsolescence ; – Le statut de l'élu (avantages, prérogatives, protection)

propres à la collectivité ; – Manque de personnes ressources qualifiées pour des dossiers techniques. – Manque de personnel de la fonction publique locale ; – prise en charge du personnel existant ; – l'impossibilité de recrutement du personnel par les Conseils Ruraux – Non prise en compte des pays frontières	
---	--

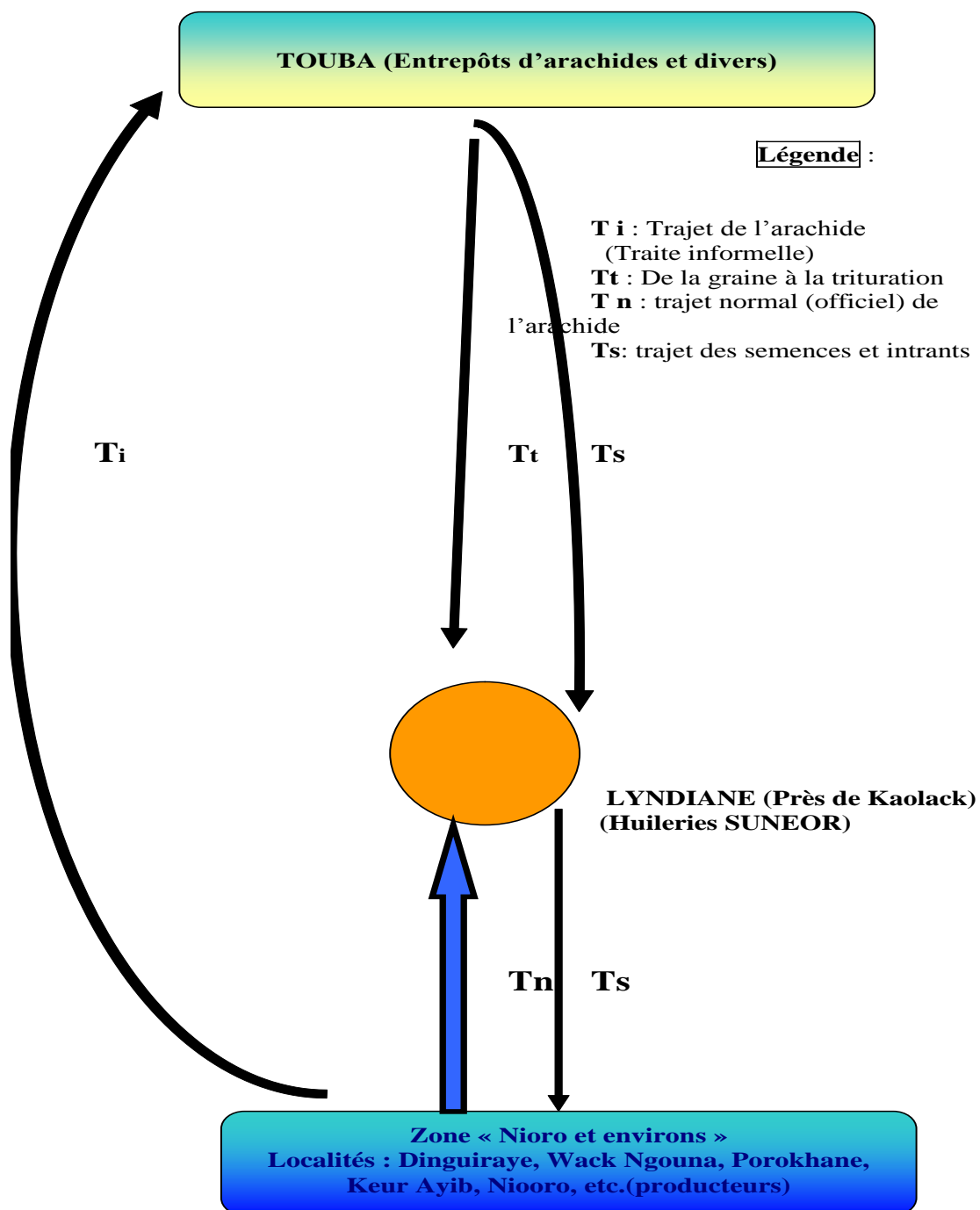
3.2 Agriculture et élevage :

3.2.1 Agriculture :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
– Forte mobilisation des ruraux dans l'agriculture ; – Existence de services d'appui (SDDR, CADL, ISRA) ; – Organisation des producteurs à la base (CLCOP, PENC, Centrale d'Achat, Coopératives) – Consommation des produits locaux ;	– Le climat est favorable au développement des cultures – la pluviométrie est très bonne 700 à 1000mm de pluie sont engrangés chaque année ; – La disponibilité d'une forte main d'œuvre ; – Existence de programme structurant d'accompagnement des acteurs à la base
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
– La non maîtrise de nouvelles techniques culturales surtout face à l'apparition de mauvaises herbes telles que le striga (Nduxum) – Aucune politique de maîtrise d'une eau importante qui se perd en plus ! (Bao bolong et les mares) – L'accès difficile et voire même impossible des femmes à la terre – Appauvrissement des sols – Vétusté du matériel agricole – Accès difficile aux matériels agricoles ; – Absences d'institutions financières décentralisées spécifiques pour accompagner les Paysans ; – Diminution des espaces cultivables d'année en année par le ravinement et l'avancée du sel;	– Retour des paysans aux vieilles habitudes culturelles ; – Un marché local non incitatif à l'investissement ; – Prix d'acquisition des productions non incitatif

<ul style="list-style-type: none"> – Projets et opérations agricoles parachutés ! – l’absence de pistes de production et de route en bon état ; – L’industrie de transformation est inexistante ; – Faiblesse du niveau organisationnel pour la représentation des producteurs du département au niveau national ; – Absence de politique locale de développement de l’agriculture. Absence de politiques agricoles tout court – Acquisition de semences et d’intrants à des périodes inappropriées ; – Pureté variétale : plusieurs variétés mélangées surtout pour les semences d’arachide ; – Semences non certifiées, on ne connaît même pas l’origine, l’âge ou le cycle ; – Absence d’une politique incitative de commercialisation qui associe les acteurs ; 	
--	--

V. / Schéma actuel du circuit de commercialisation de l’arachide décrit par les participants



3.2.2 Elevage :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Disponibilité de services déconcentrés au niveau départemental et des arrondissements pour appuyer les éleveurs ; – Campagnes de vaccination annuelle organisée par l'Etat et les partenaires sociaux – Organisation des éleveurs (Gallé Aynabé) ; – Présence D'ONG et programmes de promotion de l'élevage ; – Programme d'insémination artificielle ; – Auxiliaires de santé animale formés par les partenaires au développement 	<ul style="list-style-type: none"> – Tapis herbacé relativement important – La pluviométrie abondante pourrait mieux servir ; les mares s'assèchent très vite – Dynamique organisationnelle des acteurs du secteur ; – Un cheptel assez varié
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Parcours de bétail non matérialisé ; – Rétrécissement des zones de pâturage ; – Lessivage de terres occasionnant la pauvreté du fourrage en haute qualité nutritive ; – Niveau de formation des éleveurs très faible ; – Déficit du personnel vétérinaire – Déficit des infrastructures vétérinaires ; – Privatisation progressive du secteur de l'élevage ; – Accès aux médicaments difficiles ; – Interventions de praticiens peu qualifiés ; – Vente de médicaments frauduleux ; – Désengagement de l'Etat par rapport au recrutement des médecins vétérinaires ; – Non maîtrise par les acteurs des techniques de conservation de fourrage ; – Feux de brousses ; – Divagation des animaux ; – Caractère extensif de l'élevage ; – Absence d'unités de transformation des produits laitiers ; – Accès aux crédits des éleveurs ; – Vol du bétail ; – Exploitation inorganisée voire anarchique des produits animaux ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Conservatisme des éleveurs quant aux nouvelles méthodes de stabulation – Insécurité dans le secteur – Non implication directe des acteurs dans les programmes de réforme

<ul style="list-style-type: none"> – Absence d’infrastructures attrayantes de stabulation du bétail ; – Cherté des aliments de bétail ; – Absence de transformation des produits agricoles ; 	
---	--

3.3 Environnement :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Existence de services déconcentrés chargés d’accompagner les collectivités locales dans la gestion de l’environnement et des ressources naturelles ; – Existence d’ONG, de Projets et Programmes chargés d’accompagner les populations dans la gestion de l’environnement ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Pluviométrie plus ou moins abondante ; – Existence de forêts classées ; – ONG et Programmes d’appui à la gestion d’appui à la gestion et à la restauration des sols ;
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – perte des maisons et des terres agricoles, – les édifices publics sont menacés par les ravinements qui risqueraient, d’ici des décennies, d’effacer une partie de notre cher département dans la carte nationale – Pratique culturelle à impact négatif sur l’environnement ; – Déforestation ; – Feux de brousse ; – Exploitation anarchique du sable. – Absence d’une politique participative d’ouverture de mine et de carrières ; – Le non transfert des mines et carrières aux collectivités locales (communautés rurales et commune) ; – Dégradation très avancée des forêts classées de Ngayéne, pané et de Mamby 	<ul style="list-style-type: none"> – Essoufflement de la volonté politique ; – La non adhésion de la population ; – Le manque de suivi-évaluation – Le manque de gestion participative.

IV./ Résolution

« Pour une érection des questions environnementales du département de Nioro en priorité nationale »

- Les populations du département de Nioro du Rip, réunies en consultations locales les 18 et 19, dans le cadre des Assises Nationales du Sénégal,
- Considérant que l'eau est un don de la nature, une ressource indispensable pour les besoins domestiques, les activités agricoles et industrielles, et la santé des écosystèmes ;
- Considérant que les pénuries d'eau liées à la sécheresse, favorisent la faim, la malnutrition et la pauvreté ;
- Considérant que trop d'eau favorise inondations, érosion hydrique, pertes de terres agricoles, de maisons, d'infrastructures socio-sanitaires ;
- Considérant que la contrainte environnementale majeure du département découle de sa localisation dans le bassin versant du Baobolong, un affluent du fleuve Gambie ;
- Considérant que cette localisation est en soit un atout pour le développement socioéconomique du terroir eu égard à la bonne disponibilité de la ressource en eau ;
- Considérant par ailleurs que le département en général, la ville de Nioro en particulier, fait face depuis plusieurs décennies, à un phénomène d'érosion hydrique et au ravinement qui lui est associé et qui constitue une contrainte environnementale lourde de conséquences pour le développement socioéconomique du terroir ;
- Considérant que les facteurs contrôlant l'érosion hydrique sont d'ordre climatique topographique, géologique et en rapport avec les types de sols, le couvert végétal et l'utilisation des terres ;
- Considérant que le phénomène de ravinement risque d'annihiler tous les efforts de développement et d'accentuer la pauvreté de dizaines de milliers de sénégalais, d'acteurs agricoles au cœur du bassin arachidier ;

Lancent un vibrant appel au Président et comité National des Assises Nationales pour que les préoccupations environnementales du département de Nioro du Rip soient considérées avec la plus grande attention et érigées en priorité nationale.

CONSULTATIONS DEPARTEMENTALES DU DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP

LE PRESIDENT

CHEIKHOU BA

3.4 Education et formation professionnelle :

<i>Succès</i>	<i>Echecs</i>
<p>Ils sont très superficiels compte tenu du caractère très désarticulé du système éducatif. Néanmoins on peut noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le relèvement du taux d’alphabétisation et du taux de scolarisation surtout des jeunes filles ; - L’introduction de l’enseignement religieux ; - L’augmentation du personnel enseignant ; - L’existence de cantines scolaires ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Population jeune ; - 80% du corps enseignants sont originaires du département ;
<i>Potentialités</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Déficit des infrastructures scolaires, 232 écoles pour 549 villages dans le département ; – Prolifération des abris provisoires ; – Inexistence de lycées modernes fonctionnels ; – Inexistence de structures d’enseignement technique ; – Collèges de proximité non fonctionnels ; – Inexistence d’infrastructures au niveau du sous secteur de la formation professionnelle (maison conventionnée ou s’abrite le seul CETF) ; – Mauvaise répartition géographique des écoles – Manque de manuels scolaires ; – Diminution du quantum horaire ; – Maintien des filles à l’école ; – Baisse du niveau des élèves ; – Taux d’échecs très élevé aux BFEM ; – Insertion des sortantes diplômées du CETF (Centre d’Enseignement Technique Féminin) ; – Manque de formation des enseignants ; – Absence de conscience professionnelle des enseignants ; – Mode de recrutement des enseignants (quotas sécuritaire) ; – lenteur dans le reclassement des corps émergents ; – absence de dialogue social et la non application des accords ; – la manière d’intégrer l’éducation religieuse dans le système est un saupoudrage ; – Inexistence des corps de contrôle opérationnels (des enseignants restent 3 à 5 ans sans être inspectés) ; – Les inspecteurs ordinaires ne sont plus à l’ordre 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de volonté politique ; - Mode de recrutement des enseignants ; - Insuffisance du temps de travail ; - Manque de motivation des enseignants ; - Contraintes socioculturelles ; - Politisation et instrumentalisation des d’enseignants ;

<p>du jour ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le quota sécuritaire devenu aujourd’hui un outil permettant d’asseoir une base politique, il s’agit d’enregistrer sur une feuille 100 cartes d’électeurs pour obtenir d’office une place dans le quota. – Réticence de beaucoup de populations car le type d’école qui leur est proposé n’est pas conforme à leurs préoccupations d’ordre économique, culturel et social 	
--	--

3.5 SANTE

<i>Succès – Réalisations – Réussites</i>	<i>Potentialités</i>
<p>Politique de santé très peu claire. Malgré tout :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Infrastructures : centre de santé de référence – Hygiène et sécurité dans le centre ; – Respect des visites prénatales et post natales ; – Bonne vulgarisation des moustiquaires imprégnées ; – Recul du paludisme. – Participation des populations à travers les comités de gestion et de santé dans la gestion des infrastructures et de l'Initiative de Bamako (IB) ; – Appui difficile des collectivités locales aux comités de santé dans l'acquisition de médicament à travers les fonds de dotation ; – Existence d'une mutuelle de santé par les commerçants – Emergence de la médecine traditionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> – Existence de la médecine traditionnelle avec un nombre important de tradipraticiens – Une population jeune ; – Un bon taux d'alphabétisation ; – Existence d'associations de jeunes et de femmes qui peuvent aider le système de la santé. – Existence de la Croix Rouge qui forme beaucoup de bénévoles
<i>Echecs – Difficultés</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Mal répartition des équipements (ambulances) – Absence de certains services : radio, ophtalmologie, pédiatrie – Personnel insuffisant et très sollicité ; – Manque de formation des matrones : faible niveau d'étude ; – Cherté de la prise en charge des malades – Actions préventives insuffisantes ; – Inutilité du service d'hygiène ; – Insuffisance des postes et cases de santé ; – Des manquements notés sur le Plan Sésame ; – Charges élevées des comités de santé ; – Gestion des ordures ; – Absence de médicaments anti diabétique génériques ; – Mauvaise politique sanitaire nationale ; – Enclavement de certains postes de santé ; – Insuffisance d'ONG travaillant dans la santé ; – Manque de cuisine à l'intérieur du Centre de santé de référence pour les malades non résidentes à Nioro ; – Insuffisance de pharmacies ; – Déficit de concertation entre les collectivités locales et le personnel technique ; – Non électrification de certains postes de santé et les délestages ; – Coût élevé de certains services : échographie, test hépatite B, diabète ... ; – Accès difficiles aux médecins. 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence de politique d'assainissement ; – Mauvaise répartition des infrastructures de santé dans le département ; – Le non renouvellement des comités de santé (mandat fixé à 2 ans) – Manque de communication entre collectivité locale et secteur santé ; – Esprit conservateur ; – Manque de routes praticables surtout en saison des pluies.

3.6 Gouvernance sociale :

3.6.1 Accès à l'eau :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Implantation des bornes fontaines publiques ; – Robinet à usage domestique ; – Pose de poteaux électriques dans les quartiers périphériques de la commune ; – Charrettes et manœuvre pour le nettoyage de la commune ; – La téléphonie mobile ; – Implantation de quelques forages en zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> – Pluviométrie ; – Nappe phréatique pas très profonde ; – Energies renouvelables ; – Jumeler les plans de lotissement aux réseaux électriques et hydrauliques ; – La culture de biocarburant ; – Respect du code de l'assainissement ; – Densification du réseau rural ; –
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Coupures intempestives ; – Accès, qualité et coût excessif des branchements sociaux ; – Forages non achevés en milieu rural (Keur Samba Sy ; Gapakh ..) ; – Réseau électrique vétuste ; – Inadéquation entre coût et consommation ; – Poteaux électriques en bois dans la brousse ; – Pertes d'appareils électroménagers (senelec) ; – Insécurité ambiante ; – Vol de bétail ; – Agressions ; – Ramassage et traitement des Ordures Ménagères ; – Manque de poubelles mécaniques et dispositif de récupération des OM ; – Fosses septiques anarchiques ; – Pas de réseau d'évacuation des eaux usées ; – Hygiène des puits publics quelconque ; – Opacité dans la facturation ; – Déplacements sur de longues distances pour le paiement des factures (eau ; électricité ; téléphone) 	<ul style="list-style-type: none"> – Coût de l'eau en zone urbaine ; – Education des masses à améliorer ; – Inexistence de bassins de rétention ; – Accès à la terre, aux semences et intrants

3.6.2 Solidarité avec les couches sociales vulnérables :

<i>Succès :</i>	<i>Potentialités :</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Existence de cases des tout petits ; peu de visibilité dans son articulation avec le système éducatif – Ecoles maternelles publiques et privées ; – Prise en charge sanitaire des enfants (vaccination, moustiquaire) – Appui ponctuel de la collectivité à des indigents 	<ul style="list-style-type: none"> – Populations imbues de valeurs traditionnelles ;
<i>Echecs :</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Mendicité à outrance ; – Exploitation des talibés par des marabouts ; – Insuffisance de formation et d'équipement au plan sanitaire ; – Délinquance, vol, drogue – Fichier des personnes démunies non actualisé ; – Chapitre réservé aux personnes démunies du budget des CL non alimenté 	<ul style="list-style-type: none"> – Non admission des certificats d'indigence par certaines structures sanitaires ; – Coût éducation et santé élevé.

3.6.3 Conditions des travailleurs :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Mutuelles de santé ; – Plan sésame ; – Les institutions de micro finance. 	<ul style="list-style-type: none"> – Un personnel compétent et dévoué ; – Comités de santé dynamiques ;
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Dispositif sécuritaire à améliorer : police, sapeurs pompiers ; – Pouvoir d'achat faible ; – Outils de travail vétuste ; – Crédit rural ; – Organisation des travailleurs ruraux facilitant leur couverture (maladie, assurance) ; – Lourdeur dans l'insertion. – Plan sésame à reconceptualiser 	<ul style="list-style-type: none"> – Elargir et rendre effectives les imputations budgétaires et le plan Sésame

3.6.4 Réseau routier :

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Construction de pistes latéritiques ; – Intervention de certaines ONG (PNIR) – Désenclavement de certains foyers religieux et chef lieu de CR ; – Existence de vélos taxi, taxi clando et calèches 	<ul style="list-style-type: none"> – Présence de beaucoup de carrières jugées de qualité ; – Bonne production agricole ;
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Réseau routier exécrable – Insuffisance de pistes de qualité ; – Vétusté du parc automobile ; – Les prix de transport sont prohibitifs (bagages et personnes) – Nombre d'accidents trop élevé – Manque de véritables pistes de production – Dos d'âne non réglementés. – Mobylettes et vélos taxis très peu sûrs 	<ul style="list-style-type: none"> – Approche politicienne durant la réalisation d'ouvrages ; – Ravinements et bas fonds ; – Absence de volonté politique réelle ; – Coût élevé du carburant.

3.7 ECONOMIE

<i>Succès</i>	<i>Potentialités</i>
Il n'est noté à ce niveau aucun élément de succès	<ul style="list-style-type: none"> – Consommation locale ; – Revaloriser la culture du bissap et son exploitation ; – Transformation des produits agricoles ; – Ressources humaines variées ; – La présence de zones fertiles favorables aux cultures maraîchères (la vallée et le baobolong) – Existence de fruits forestiers
<i>Echecs</i>	<i>Obstacles</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Conditions de vente défavorables pour les produits agricoles (arachide, mil Maïs, bissap etc.) ; – Le bénéfice du commerce à l'étalage ne permet plus un réinvestissement à cause des coûts des produits ; – L'inflation galopante et les pratiques de corruption freinent la rentabilité du commerce des céréales – L'inflation galopante rend difficile l'écoulement des produits ; – La conjoncture est telle que les commerçants n'arrivent plus à réaliser des bénéfices ; – Le coût élevé des marchandises et des denrées de première nécessité ; – Absence de liquidité ; – Non formalisation des GIE ; – Absence de formation pour gérer des entreprises ; – La corruption ; – Taux élevé des taxes dû à une absence de politique fiscale fiable ; – Injustice dans l'attribution de financements ; – Absence de régulation du marché sur les produits alimentaires ; – Absence d'infrastructure de stockage pour conserver les légumes et autres produits alimentaire ; – Absence d'infrastructures routières pour convoier les produits alimentaires ; – Le mauvais entretien des infrastructures économiques en particulier les marchés malgré le paiement des taxes ; – Foisonnement de marchés hebdomadaires prédateurs ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Absence de mesures d'accompagnement pour la fixation des prix ;

3.8 Culture, religion et société :

<i>Axes</i>	<i>Succès</i>	<i>Echecs</i>	<i>Potentialités</i>	<i>Obstacles / Opportunités</i>
Arts	<ul style="list-style-type: none"> – Eveil des consciences ; – Sources de revenus et tremplin de réussite sociale ; – Renommée sur les plans national et africain de l'école de danse et de musique de Ngoyane (Médina Sabakh) 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque de structures organisationnelles des artistes ; – Manque d'appui intérieur et extérieur ; – Manque d'infrastructures (locaux, matériel, etc...) ; – Manque de professionnalisme 	<ul style="list-style-type: none"> – Possibilité de mettre sur pied des troupes théâtrales (de quartier, de la localité, à l'école) – Réplique à l'échelon local de certaines émissions télévisuelles à caractère national : exple : Oscar des vacances ; – Création de structures culturelles, relais de structures mères régionales : Exple : festival des arts et traditions du Saloum ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Non réhabilitation des artistes disparus de la zone : Sako Dieng (aucune de ses créations n'est passée à la RTS depuis sa disparition, selon Saly Mbaye), Birane Lobé, Saloum Dieng, etc.. ; – Risque de politisation du centre socio culturel, sis à Nioro ; –
Religion	<ul style="list-style-type: none"> – Préservation de certains aspects de la tradition qui ne sont pas en contradiction avec la foi ; – Cohabitation harmonieuse des confréries musulmanes d'une part et des divers chrétiens d'autre part ; – Coexistence pacifique de toutes les confessions religieuses 	<ul style="list-style-type: none"> – Confusion chez les musulmans entre Foi et Bidâ ; – Processus d'acculturation et de désaffection à la religion dû à la floraison des écoles maternelles et des médias ; – Immixtion négative du religieux dans le jeu politique 	–	–

Axe	Succès	Echecs	Potentialités	Obstacles
Patrimoine matériel	<ul style="list-style-type: none"> – Les pierres mégalithiques (Sine Ngayène, Mabo, Nganda, Kabakoto, Wanar, Mbolop Tobe) ; – La citadelle abritant le puit de Mame Diarra Bousso (Porokhane) ; – Réhabilitation du site de Pathé Badiane par Symbiose ; – L'exposition des pièces d'artillerie, saisies sur Pinet Laprade (Mairie de Nioro) ; – Visite et « pèlerinage » à Somb (Thiouthioune – Fandang) : lieu du décès de Maba 	<ul style="list-style-type: none"> – Accès difficile au champ de Batanding ; – Oubli de l'existence de la tour de Pinet Laprade à Kaolack 	<ul style="list-style-type: none"> – Existence de plusieurs sites historiques – Les pierres mégalithiques de Sine-Ngayène, wanar, classé Patrimoine mondial de l'Unesco. b) Les bosquets de NGathman et de Thiothio c) Le site de Youndou à caractère animiste de Ndémène d) Le tata de Ma Bâ f) les restes des fondations du tata inachevé de Birane Cissé à Ndimb Birane g) La vallée de Pathé Badiane (Khourou Pathé Badiane), h) Les deux petits canons arrachés à l'ennemi à Pathé Badiane i) La pierre de Kabakoto, non loin de la célèbre mosquée j) L'arbre d'adieu de Ma Bâ k) Le champ de Batanding en Gambie (Niom ou Barra) l) Tour de E. Pinet Laprade à Kaolack n) Les tombeaux de quelques héritiers de Ma Bâ o) La citadelle abritant le puits p) La tombe de Matar Kalla Dramé à Ndimb Dramé 	<ul style="list-style-type: none"> – Risque de la « disparition » de Ngathman, de Thiothio, Youndou ; – Tata de Nioro, patrimoine en péril ; – Erection du tata en musée départemental à vocation nationale et sénégalienne
Patrimoine immatériel (valeurs)	<ul style="list-style-type: none"> – Téranga ; – Warugal – Pratique du « lamb » sans frappe dans un esprit formateur ; – Maintien du simb ; – La pérenisation du système de Kal (parenté à plaisanterie) 	<ul style="list-style-type: none"> – Le sens et la portée du « muñ » dévoyé ; – Le sens du « kersa » semble être ignoré des jeunes actuels (accoutrement, comportements) 	–	<ul style="list-style-type: none"> – Le jom, le mandu